

LE MONDE  
LIBERTAIRE

# LE MONDE LIBERTAIRE



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

« S'il existait un enfer pour les amoureux et les buveurs, le paradis serait désert. »

Omar Khayyâm

ISSN 0026-9433

N° 1684

du 11 au 17 octobre 2012

Nucléaire, gaz de schiste

# Les énergies du désespoir



M 02137 - 1684 - F: 2,50 €



ACTUS ECOLOGIE PAGES 5 À 10

# Sommaire



## Actualité

- Sur un rail libertaire**, par Max, page 3  
**Universitaires mexicains en grève**, page 4  
**Un gaz à tout péter**, par Muriel, page 5  
**Dépression météo**, de J.-P. Germain, page 6  
**Nucléaire, basta!** par Stef, page 7  
**La chronique néphrétique** de Rodkol, page 8  
**Sommet de Rio**, par J.-P. Tertrais, page 9

## Arguments

- Y a-t-il un être humain?** par C. Cetti, page 11

## International

- Suer de l'or**, par N. Potkine, page 12  
**Sur le grand Bolivar**, par El libertario, page 14  
**Mayotte attitude**, par T. L., page 17

## Expressions

- Bonnes toiles**, par H. Hurst et Jean-Sébastien, page 19  
**Un spectacle libertaire**, par A. Pawlovsky, page 20  
**La paix des Basques**, par J.-M. Raynaud, page 20

## Mouvement

- La vie du mouvement en scène**, page 21  
**Radio libertaire**, page 22  
**Agenda**, page 23

## Illustrations

- Aurelio, Kalem, Krokaga, Nemo, Riri, Valère**



## Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdos, 1 n<sup>o</sup> hors série, les gratuits  25 €  
6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdos, 2/3 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  50 €  
1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdos, 5/6 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## France et étranger

## Bulletin d'abonnement

### Abonnement de soutien

1 an  95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



## Devrons-nous autogérer le néant ?

Avec la politique budgétaire d'économies de 30 milliards d'euros, les vide-goussets de l'État vont faire la vie plus dure aux plus modestes. Les malgripes, par la bouche de leur tenancière du Medef, s'effrayent que les impôts augmentent plus vite que la réduction des dépenses publiques. L'UMP voilée en rajoute et orchestre une mobilisation virtuelle de volereaux, entrepreneurs anonymes, jouant les indignés poujado-libertariens à clamer ne pas vouloir être des « pigeons ». La jacasse des nationalistes crie haro contre la finance (et derrière, les déicides ?) et en appelle au remède ultime, la xénélasie. Les xénodoques rouverts par Mitterrand ne suffisant pas... Tous à la récitation du psautier entrepreneurial du capitalisme: « Montjoie ! » Les autoproclamés vrais dévotants (le vrai travail) s'encolérisent car, ingrats en masse, nous ne nous rendons pas compte que, coiffés de leur salade et chevauchant leur roncin, ils suent à pleine charge sang et or dans une terrible guerre économique. Ces héros exhortent les besogneux, à moins de frais et moins de nombre, à plus d'efforts pour construire et pousser leurs mantelets et leurs balistes, sans quoi ces princes de la thune quitteront le royaume. Face à quoi, les chefs confédéraux des gaveaux, responsables sans courage, sont prêts à la discussion (et à la signature d'accord) sur la compétitivité, outil de misère de plus. Le pandémonium est au complet.

Quant aux salariés, médusés par les lantiponneries de l'étrange lucarne, empoisonnés par les fatals boucons de Monsanto et de la grosse distrib', opprésés par un climat de malepeur sociale, ils sont encouragés à tourner leurs criailleries vers plus pauvre ou vers métèque. Pour cela, tous les trébuchets et les pelcons sont bons : smicards contre RSA, Celtillons contre Mograbins, etc. Décidément, le longévif capitalisme a le cuir dur et l'avidité sans borne. Tout ce « viel François » pour souligner que la problématique est inchangée depuis plusieurs siècles et, si nous ne voulons pas davantage souffrir sous sa géhenne, il serait temps qu'une vraie colère s'empare des opprimés. Qu'elle coupe toutes les badernes qui entravent leur conscience pour recourir, par la grève et l'occupation, à l'expropriation des saigneurs, prenant ainsi leur sort en main, sans dieu ni maître, ni César, ni tribun.

Charge au mouvement libertaire d'y aider pertinemment si nous ne voulons pas être les dindons de la farce.

Cette fois, pas de « titata » pour le lectorat, l'auteur du précédent éditorial étant cette semaine atteint de mogigraphie.



Enrico Baj

### Max

Liaison L'Avenir  
de la Fédération anarchiste

**NOUS, LES ANARCHISTES**, nous disons facilement « non ». C'est simple, élégant et, dans cette société d'acquiescement béat, c'est suffisamment blasphématoire pour valoir une position politique. Et nous avons raison, le plus souvent. Les projets des puissants se font au détriment du peuple. Mais avons-nous raison avec de bonnes raisons ?

Nos refus sont chaque fois motivés individuellement, et de la manière la plus valable qui soit. Il nous semble important de convaincre, d'entraîner des gens, sur la base d'arguments concrets et immédiats, dans des mouvements protestataires. Nous jetons autant de sable que possible sous les roues du train de la marchandise.

Mais le vaste catalogue de nos refus (comme du reste celui, plus mince, de nos réalisations) apparaît comme un habit d'Arlequin. Il peut même sembler au malveillant qu'aucun tailleur n'y planta jamais une aiguille. Tous les morceaux sont là, épars, et il manque ce qui leur donne sens : une perspective.

Ainsi de l'industrie. Nous pouvons, avec un zèle égal, nous battre d'un côté contre les

fermetures d'unités de production, d'un autre contre leur existence. Ici au nom de la classe ouvrière, là au nom de l'environnement. Nous avons raison dans les deux cas. Il est scandaleux de faire payer la crise à ceux qui n'ont pas profité de la prospérité, il est impensable de consommer sans produire et de sabrer l'arsenal industriel. Mais il est aussi résolument insoutenable de produire ce qu'on produit, dans les conditions où on le produit et en de telles quantités.

Comment donner cohérence à cela ? Je ne pense pas que quelques références à l'autogestion ou à la décroissance suffisent. Je ne pense pas que cela convainque grand monde que nous sommes porteurs d'un avenir autre. Et pourtant, ce futur, nous en sommes gros.

### Changer de point de vue

Le libéralisme, qui est l'idéologie du capitalisme financiarisé, triomphe. Ce n'est pas uniquement, ni même principalement, une victoire idéologique, une question de conviction. C'est la victoire d'une vision du monde, un rail pour la pensée. À force d'insistance, de subversion du vocabulaire, de mauvaise foi

répétée et non contredite, de prophéties auto-réalisatrices, il a été rendu extrêmement difficile de penser en dehors des schémas et des logiques libérales. Les détracteurs mêmes du libéralisme sont pris de tremblements dès qu'il s'agit de penser le monde.

Voici : pour changer le monde, nous devons pouvoir penser le changement, et pour penser le changement de façon globale et cohérente, nous devons sortir complètement de la vision libérale du monde.

La manière dont l'activité humaine de production est actuellement étudiée nous renseigne, un peu, sur les désirs des riches, leurs stratégies et comment ils entendent les mettre en œuvre. Elle est faite pour compter la richesse et la pauvreté, ce qui la rend à mon sens impuissante à imaginer des solutions qui soient en dehors de ces termes.

Pour le libéralisme, la valeur marchande, c'est-à-dire la capacité des choses à se transformer en argent, est la seule et unique norme. Tout doit être traduit dans son langage. Le progrès social ne se justifie que s'il rentre dans ce moule ; la transition écologique se pense dans cette seule logique. C'est cette valeur d'échange qu'il est urgent de la dynamiser.

Je pense que nous devons bâtir un point de vue complet, un modèle cohérent de vision du monde dont le volet économique serait entièrement fondé sur la valeur d'usage des objets et des activités, sur la balance entre leur utilité et leur coût social et environnemental.

Comprenez-moi : il ne s'agit en aucun cas d'élaborer un fonctionnement alternatif de l'économie, une autre société (cela, nous avons, et c'est le socialisme libertaire). Je suggère bien de créer des normes et outils d'évaluation qui nous permettent de comprendre le présent, l'économie de marché, les services publics, la finance, en fonction de notre intérêt et non plus en fonction de celui des possédants. Regarder la même chose avec d'autres yeux.

Je m'empresse de préciser que, ce terrain étant une friche depuis des décennies, sinon depuis toujours, il est illusoire d'attendre le moindre résultat cohérent avant un temps assez long. La marchandise et sa valeur ont été l'objet de l'intérêt passionné de tous (à commencer par Marx), elles sont étudiées sous toutes leurs coutures et disposent du monde entier comme terrain d'expérience, et nous ne les connaissons finalement pas si bien. Nous partons de très loin...

Une telle économie nous permettrait de répondre aux questions actuelles autrement que selon notre sensibilité immédiate, ou le soupçon que nous avons du mal qui nous guette. Nous pourrions aussi grâce à elle anticiper les besoins d'une société libre, formuler dans la langue du futur les questions du futur. Plus largement partagée, elle offrirait un cadre à tous ceux qui, sans être anarchistes, désirent sortir du capitalisme. Un cadre que nous aurions bâti, et que nous pourrions partager. **M.**

# Grève à l'université autonome de Mexico

**Le texte qui suit, rédigé par des étudiants et des enseignants en grève, nous a été transmis par Claudio Albertani, professeur à l'Académie d'histoire et de société contemporaine à l'université autonome de la ville de Mexico. Claudio est également à l'occasion un collaborateur du *Monde libertaire*.**

L'UNIVERSITÉ autonome de la ville de Mexico (UACM) est le projet éducatif le plus important de ces dernières années au Mexique. L'UACM représente une opportunité pour des dizaines de milliers de jeunes exclus qui n'auraient pu accéder à l'université. D'où son caractère démocratique et son aspiration à l'équité en matière d'éducation.

Avec à peine douze ans d'existence, l'UACM a participé à la transformation de milliers d'étudiants qui luttent pour poursuivre leurs études, malgré des conditions difficiles et un évident désavantage social. Aveugles, indigènes, vendeurs ambulants, chauffeurs de taxi, plombiers, femmes au foyer, parmi beaucoup d'autres, sont devenus maîtres de leur vie et vont pouvoir devenir des professionnels prêts à servir leur communauté, la ville et le pays. Beaucoup sont diplômés, continuent d'étudier pour devenir titulaires et enseignants dans leurs communautés. De plus, l'UACM a créé des programmes de renommée internationale.

Depuis deux ans, l'UACM subit des attaques dont le but est d'en finir avec ce qui en fait l'essence même. Cela obéit à la tendance consistant à soumettre les systèmes éducatifs à la logique patronale. Le besoin de former des citoyens conscients et capables de vivre dans un monde en crise est remplacé par la volonté de modeler des personnes dociles pour le marché du travail. Depuis deux ans, sous prétexte de créer un espace académique de « grande qualité », l'administration de la rectrice Esther Orozco a imposé une série de modifications du projet originel, contraires au règlement de l'UACM et générant un conflit qui a conduit au licenciement injuste d'une douzaine de salariés et à la répression de toute expression dissidente.

Depuis le 3 septembre, quatre des cinq bâtiments de l'université sont occupés par les étudiants, parce que le rectorat refuse, sans motif valable, de reconnaître le résultat des

élections pour le renouvellement du conseil universitaire. Ainsi, les étudiants ont été dépouillés de leur droit à être représentés dans l'organe le plus élevé de la direction de l'université. La grève des étudiants dure depuis trois semaines et le rectorat ne semble disposé à aucune concession pouvant mettre fin au conflit. Le chef du gouvernement du District fédéral déclare vouloir respecter l'autonomie de l'université mais, à chaque fois, il a épaulé les actions de la rectrice Orozco.

Le 19 septembre, la police du District fédéral a réprimé les étudiants et les enseignants qui manifestaient pacifiquement sur la voie publique. Pour résoudre le conflit, il est indispensable que l'actuel maire de Mexico et le président du gouvernement élu pour la période de 2012 à 2018 s'engagent à respecter et à aider le projet originel de l'UACM.

Un appel sous forme de pétition leur est donc adressé par les grévistes :

« En tant que citoyens soucieux de donner une éducation supérieure de qualité, nous vous demandons de respecter le projet éducatif de l'UACM :

» En faisant cesser la répression contre les étudiants en grève.

» En n'intervenant pas dans les affaires internes de l'institution.

» En n'appuyant pas des mesures qui sapent le projet originel.

» En vous assurant que le budget que la loi a prévu d'attribuer à l'UACM soit bien versé en temps et en heure et sans conditions. »

**Traduction Ramón Pino**

*Groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste*

Voir dans le hors-série du *Monde libertaire* n° 45 les trois articles de Claudio et lire son ouvrage *Le Miroir du Mexique* paru aux Éditions du *Monde libertaire*.

## Saint-Christol-lès-Alès (Gard)

# Non au gaz de schiste

**SAMEDI 22 SEPTEMBRE**, environ 3 000 personnes se sont rassemblées à Saint-Christol-lès-Alès ainsi que dans trois autres lieux en France, dont Tournan-en-Brie, dans le cadre d'une journée de mobilisation internationale contre l'exploitation des gaz et huiles de schiste. Des délégations du Guatemala, des Pays-Bas, des États-Unis étaient présentes aux côtés de collectifs nationaux (Ardèche, Var, Gard, Hérault, etc.) qui demandent l'abrogation des permis et l'interdiction de l'extraction d'hydrocarbures par fracturation hydraulique. Nous ferons ici l'impasse sur les interventions des élus comme Bové et éviterons de polémiquer sur le prix des repas et boissons peu accessibles aux revenus modestes. Une balade entre les stands des collectifs et de leurs invités (les Faucheurs d'OGM, la Confédération paysanne, Greenpeace, Attac), ainsi que notre présence dans divers ateliers firent de cette journée un moment riche d'informations, de rencontres et d'échanges sur la façon de s'organiser.

### L'extraction et ses divers effets

La technique de fracturation hydraulique utilisée pour extraire le gaz de schiste consiste à fracturer les roches au moyen de l'injection d'un cocktail composé de vingt millions de litres d'eau par forage et de produits chimiques hautement nocifs pour la santé humaine. Ce procédé contamine les nappes phréatiques et les sources, et les produits toxiques se retrouvent dans l'eau qu'on consomme. Les boues de forages stockées dans les bassins en surface contiennent de l'arsenic, du plomb, du mercure, du radium, qui détruisent la nature environnant le site de forage. Comme le montre le film *Gazland* tourné aux États-Unis, la dangerosité de cette technique pour la santé humaine (maladies respiratoires, digestives, cancers) et ses effets destructeurs sur l'environnement sont clairement établis.

Les collectifs de l'Ardèche et du Gard mettent également en avant les risques sismiques dans des régions sensibles avec un sous-sol déjà fragilisé par les énormes pressions mises en œuvre par la fracturation hydraulique. Ils dénoncent aussi le gaspillage de l'énorme quantité d'eau utilisée par ce procédé de forage. Dans leur gazette de février 2012, ils annoncent que le volume d'eau nécessaire à un puits de forage est équivalent à un jour de consommation d'eau potable des villes de Valence et Montélimar réunies.

### Où en est-on des lois et des permis ?

Le code minier stipule que l'État est seul propriétaire du sous-sol. L'État seul a la possibilité de délivrer, d'annuler ou d'abroger des permis. Après une très forte mobilisation, la loi du 13 juillet 2011 est votée. Elle interdit la fracturation hydraulique mais ne se prononce pas sur l'utilisation de ce procédé à des fins expérimentales, de même qu'elle ne définit pas ce qu'est la fracturation hydraulique. Les industriels vont se servir de ce flou pour contourner la loi. L'extraction des gaz et huiles de schiste devient un marché juteux pour les compagnies pétrolières. En octobre, les permis de Villeneuve-de-Berg, Nant et celui de Montélimar sont abrogés. Schuepbach Energy (pour Villeneuve-de-Berg et Nant) et Total (pour Montélimar) ont engagé un bras de fer juridique contre l'abrogation de leur permis. Aujourd'hui, 61 permis sont en vigueur, et beaucoup d'autres sont encore en instruction.



Dans le Gard, les permis du «bassin d'Alès» et de la «plaine d'Alès» ont fait l'objet d'arrêtés rendant possibles les déclarations de travaux auprès des mairies gardoises et ardéchoises concernées. Mardi 18 septembre, neuf maires gardois étaient contactés pour avis par le préfet du Gard censé informer de l'éventualité du début des travaux de recherche de la société suisse Mouvoil, détentrice du permis du bassin d'Alès, à cheval sur le Gard et l'Ardèche. Ce sera également le cas pour les maires ardéchois concernés le 27 septembre. Et pourtant Hollande avait affirmé qu'il n'y aurait aucuns travaux d'exploration pendant son quinquennat.

### Les collectifs de lutte et la VIA

Les collectifs en France sont au nombre de 254, réunis au sein d'une coordination nationale où ils échangent et travaillent sur des projets communs. Ils sont composés de gens «ordinaires», syndicats et élus. Les collectifs organisent la mobilisation par ce qu'ils

appellent VIA (vigilance, information, alerte-action). Cela consiste en une veille-vigilance: ils font appel à chacun de nous pour repérer des camions sismiques, des convois, du matériel suspect et appeler un numéro de vigilance. Des «veilleurs» vont vérifier l'information et par l'intermédiaire de référents activer des pyramides d'alertes téléphoniques (réseaux d'une centaine de personnes) pour lancer la mobilisation. Cette mobilisation aura pour but d'empêcher les travaux par des actions non violentes de blocage. Les collectifs sont aussi présents toute l'année sur les marchés locaux et organisent des événements (projections, réunions publiques, rassemblements) pour diffuser des informations sur l'avancée des permis, des lois et sensibiliser les gens concernés par les travaux.

### Des anarchistes dans cette lutte ?

Même s'ils continuent à pratiquer des actions légalistes et citoyennes, comme la signature de pétitions ou les lettres aux élus, ceux qui s'impliquent sont conscients que seuls l'action directe et le rapport de force paieront pour empêcher les travaux et n'hésitent pas à le mettre ouvertement en avant.

Cette situation met au jour une fois de plus, comme pour le nucléaire, les OGM, etc., l'absurdité du système capitaliste. Ce système qui cautionne le fait que des multinationales, avec la complicité de l'État, n'hésitent pas à sacrifier notre santé et celle des futures générations, à détruire l'environnement et à spolier nos richesses pour accroître leurs profits, remplir encore plus les poches des actionnaires et des banquiers. Cette lutte concerne un large public et participe à la contre-information servant à réveiller les masses endormies par le journal télévisé et la culture de la consommation.

En tant qu'anarchistes nous pouvons dire «oui» au scénario Négawatt tant réclamé par les anti-schistes, seulement si ces énergies renouvelables sont accessibles à tous et ne sont pas les proies du marché. Le seul garde-fou est donc qu'elles soient gérées directement par les consommateurs organisés au sein de groupements où les décisions sont prises de façon horizontale. Nous n'avons pas besoin d'élus et de politiciens pour cela, mais d'une transformation radicale de la société.

**Muriel**

*Groupe Gard-Vaucluse  
de la Fédération anarchiste*

## Brèves de combat

### La solidarité, ça marche !

Après 620 jours de prison Pavel Syramolatau a été libéré de prison par grâce présidentielle. Pavel avait été arrêté en 2011 pour avoir attaqué le bâtiment du KGB dans Bobruisk (Biélorussie), en solidarité avec les anarchistes arrêtés à Minsk en 2010. Cinq autres personnes prises en charge par Anarchist Black Cross sont en prison. La semaine dernière une manifestation à l'appel de la Fédération anarchiste avait rassemblé 70 personnes à Paris des Invalides à la place du Trocadéro.

### Ministre improductif

Une cinquantaine de salariés de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) se sont rassemblés devant les portes du Salon de l'auto, le jour de l'ouverture. Ils étaient descendus à Paris pour mettre «un carton rouge» à Arnaud Montebourg, rebaptisé «ministre improductif». Nous serions tentés de rajouter «comme tous les hommes politiques».

### Foutage de gueule

Le Conseil des ministres a présenté un projet de loi prévoyant de remplacer la garde à vue des sans-papiers, devenue illégale, par une «retenue» pouvant aller jusqu'à seize heures. Une mesure rejetée par les associations qui dénoncent un «système privatif de liberté spécifique aux migrants».

# Météo syndicale

**CELA A L'AIR D'UNE FARCE ANNONCÉE:** le gouvernement est en butte à de nombreux accros dans le mouvement social et tout virevolte. Pas vraiment dans le sens de la lutte, mais plutôt dans la négociation. En fait, tout avait été décidé lors de la «conférence sociale» tenue au mois de juillet. La chose se conjugue autour de l'emploi (précarité, licenciements économiques) et devrait aboutir à un accord global qui doit être validé par le Parlement.

Soit, mais que disent les partenaires sociaux encore nommés syndicaux dans les mémoires? Pour François Chérèque, encore aux commandes de la CFDT, «un accord majoritaire est un accord signé par trois syndicats. Nous ne braderons pas un accord pour avoir plus de signatures». De son côté, Agnès Le Bot pour la CGT a déclaré: «On a déjà beaucoup flexibilisé, contrairement à ce que veut faire croire le patronat, les débats vont être durs.» Quant à FO, elle a déjà rappelé les fondamentaux à la fin du mois dernier: «Réuni les 27 et 28 septembre 2012 à Rodez, le CCN de la CGT-Force ouvrière réaffirme son profond attachement à la liberté et à l'indépendance syndicales qui sont à la base de toute action revendicative dans la négociation comme dans l'action. Pour le CCN, l'austérité est inacceptable. Le CCN réaffirme son opposition à toutes les politiques d'austérité, de rigueur ou dites de "sobriété", de droite comme de gauche. Les États doivent s'émanciper des marchés financiers et des agences de notation. Le CCN combat cette "dictature de la dette" imposée par la Troïka (UE, FMI, BCE) pour réduire un endettement public dont les salariés ne sont pas responsables.»

Qu'en aura-t-il été du 9 octobre? À l'heure où nous bouclons *Le Monde libertaire*,

c'est encore dans le futur. Mais, dans la rue, ce sont les organisations politiques qui ont eu dernièrement le dessus. «L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes», disait la Première Internationale. Mais qui la représente?

«L'histoire de la Première Internationale ou Association internationale des travailleurs est traversée par un conflit tant théorique que pratique, qui s'incarna en les personnes de Marx et Bakounine: révolutionnaires socialistes tous deux, visant le même objectif, une société sans exploitation économique ni domination politique, les voies stratégiques qu'ils vont défendre, communisme étatique ou collectivisme fédéraliste, sont néanmoins radicalement différentes, exclusives l'une de l'autre. Cette question – étatsisme ou anarchisme? – n'a cessé de fait de parcourir tous les mouvements révolutionnaires jusqu'à nos jours.» Tel était exposé le «problème» par Georges Ribeill en présentation du tome I de Marx/Bakounine. *Socialisme autoritaire ou libertaire\**.

Le mouvement syndical actuel s'en remet encore, toutes les boutiques confondues, avec des «nuances», à la suprématie du parlementarisme sur le monde ouvrier ou se borne à l'action revendicative. On est loin du rêve d'un monde nouveau.



Jean-Pierre Germain

\* Paru en 1975 aux Éditions 10/18.

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# Non au nucléaire

**LE MOUVEMENT JAPONAIS**, dit «révolution des hortensias», qui s'oppose au nucléaire et se mobilise chaque semaine, organise un temps fort les 13 et 14 octobre, ne se satisfaisant pas de la position de leur gouvernement lié aux opérateurs du nucléaire privés qui consiste à relancer le «mix énergétique», incluant le nucléaire jusqu'en 2040... En écho, les anti-nucléaire d'ici se donnent rendez-vous samedi 13 octobre lors de huit manifestations décentralisées sur le sol du pays le plus nucléarisé du monde et grand promoteur de la chose atomique... et de ses gros sous dont nombre d'entreprises privées profitent. Si Lille, Metz, Strasbourg, Lyon, Narbonne et Bordeaux sont de la partie, regardons de plus près celle de Paris et surtout celle de Laval.

## Paris : deux rendez-vous

À Paris, il y a deux rendez-vous... signe d'une certaine désunion dans le mouvement antinucléaire.

Pour les uns, les partisans de l'arrêt immédiat et définitif du nucléaire civil et militaire, il s'agit de se retrouver devant l'ambassade du Japon sur une base sans ambiguïté et cohérente : «Non au redémarrage du nucléaire au Japon, arrêt partout ailleurs» et donc pas seulement en France et au Japon, tant nous sommes tous concernés si un accident majeur se produit sur un des sites de la planète.

Les autres, regroupés autour du réseau Sortir du nucléaire, se retrouvent place de la Bastille avec pour mot d'ordre «La révolution énergétique, c'est maintenant». Ce qui peut signifier se positionner pour un arrêt seulement progressif des réacteurs, étalé sur quelques décennies... ce qui laisse une fenêtre de tir (si l'on ose dire!) pour que se produise une catastrophe. Apprécions tout de même l'expression «révolution énergétique» plus radicale que la position du gouvernement PS-EELV d'une simple «transition énergétique», qui de fait ménage les intérêts du capitalisme, le temps que les capitalistes aient suffisamment développé d'alternatives lucratives de toutes sortes (renouvelables ou non).

## Laval et le Grand Ouest

Mais le gros morceau sera indubitablement Laval qui entend mobiliser tout le Grand Ouest. La Mayenne n'a pas été choisie au hasard par le réseau Sortir du nucléaire, car c'est là que doit s'achever la ligne THT (très haute tension) Cotentin-Maine qui part du réacteur EPR en construction à Flamanville. La ligne THT est le maillon faible de l'industrie nucléaire. De fait, un document confidentiel



d'EDF paru en avril 1983 précise : «Lorsque les écologistes militants, qui sont aujourd'hui axés sur le nucléaire, prendront dans leur collimateur les lignes HT, la situation risque d'être grave car si l'on peut protéger les centrales nucléaires par des barbelés et éventuellement des pelotons de CRS, ce n'est pas le cas des pylônes.» La voie à suivre nous est indiquée ! Les déboulonneurs de pylônes s'inscrivent dans cette perspective. Les pouvoirs publics se focalisent d'ailleurs contre ces militants, n'hésitant pas à les présenter comme des casseurs auprès de l'opinion publique et à les réprimer violemment (Chefnesne en juin dernier), trouvant une oreille complaisante dans nombre de médias...

Il y a une dizaine d'années, alors qu'une opposition vive se faisait jour en Mayenne contre la ligne THT, y compris parmi de nombreux conseils municipaux, l'usure, les pressions et la manne financière (c'est-à-dire l'achat des élus) proposée par RTE Réseau de transport d'électricité ont eu raison presque à 100 % de cette résistance. Aussi n'est-il pas sans pertinence de concentrer des forces à Laval. Les revendications sont multiples : arrêt immédiat des chantiers EPR et THT, fermeture des réacteurs vieillissants (ceux qui dépassent les trente ans de vie, durée pour laquelle ils avaient été conçus...), arrêt du projet ITER, arrêt de la fabrication du combustible MOX, du «retraitement» des déchets à La Hague, des projets d'enfouissement de déchets radioactifs.

Bien que non associés (volontairement ?) à la préparation assez tardive de cette mobilisation, les anticapitalistes et libertaires s'invitent à ce rassemblement pour rappeler la nécessité de l'arrêt immédiat. Ce mot d'ordre clair nous épargne d'établir une liste alambiquée et hiérarchisée de priorités, comme peut l'être le «catalogue» de Sortir du nucléaire... avec le risque qu'une exigence soit au mieux satisfaite, sauvant la face d'un certain parti de gouvernement, mais permettant aux autres problèmes de perdurer.

Or, outre ses coûts démesurés et constamment sous-estimés (notamment le démantèlement et le traitement des déchets toujours insolubles), comme le souligne le tract de Sortir du nucléaire, «même en fonctionnement

«régulier», toutes les installations nucléaires sont autorisées à rejeter des particules radioactives qui portent gravement atteinte à la santé des travailleurs et des populations, même très lointaines. [...] Depuis l'extraction de l'uranium jusqu'aux déchets radioactifs, la pollution de l'air, des sols et des eaux est omniprésente». Comment peut-on faire un tel constat et s'arc-bouter sur un arrêt progressif des réacteurs ?

Les victimes de Tchernobyl, de Fukushima, d'Hiroshima, de Nagasaki, des essais nucléaires sont déjà de trop.

L'arrêt immédiat est possible techniquement. Sa rapidité de mise en œuvre est proportionnelle au niveau de conscience et de volonté de la population... et au rapport de force qu'elle créera face à l'État. En Bretagne, se constitue d'ailleurs une fédération antinucléaire sur cette base. Nous y reviendrons.

Il ne faudra malheureusement pas compter sur l'appui des grandes confédérations syndicales... La jonction des luttes reste à construire.

Stef@

Groupe Lochu, Vannes

Article rédigé alors que se déroulait samedi 29 septembre un rassemblement-déambulation à Avranches (Manche), initié par les anti-THT.

## Rassemblements du samedi 13 octobre :

**Lille** : 15 heures, place de la République.

**Metz** : 14 heures, place de la République.

**Strasbourg** : 15 heures, au pied de la cathédrale.

**Lyon** : 14 heures, quai Victor-Augagneur, Fosse-aux-Ours (M<sup>o</sup> Guillotière).

**Paris** : 15 heures, devant l'ambassade du Japon, 7 avenue Hoche (Paris VIII<sup>e</sup>), «Arrêt immédiat», ou 15 heures, Bastille (côté port de l'Arsenal) à l'appel du réseau SDN.

**Narbonne** : 13 heures, usine Areva Comurhex à Malvezzy, puis 15 heures, Les Halles, Narbonne.

**Laval** : 14 heures, place de la Mairie.

**Bordeaux** : samedi 13 et dimanche 14 octobre, randonnée à vélo du Blayais jusqu'à Bordeaux. Dimanche 14 octobre, 12 heures, accueil des cyclistes et pique-nique ; 14 heures, manifestation festive.

## Arrestations en masse à Calais

Mardi dernier à 6 heures du matin, la police en nombre - PAF et CRS - est arrivée sur un lieu de distribution de nourriture à Calais, et a poussé les personnes présentes dehors sous la pluie. Beaucoup d'entre elles ont été arrêtées (une cinquantaine), n'étant pas autorisées à prendre leurs couvertures ou sacs de couchage (qui venaient d'être distribués deux jours avant par Médecins du monde). Certaines ont été libérées dans la journée, mais d'autres sont toujours au centre de rétention.

## Laissez les Roms tranquilles !

L'association La voix des Roms a accusé le maire UMP de Marseille, Jean-Claude Gaudin, et l'élue PS des quartiers nord, Samia Ghali, de partager le même «antitsiganisme», après la polémique suscitée par l'abandon d'un campement par des Roms «sous la pression d'habitants».

## Les IVG remboursées à 100 %

Les IVG seront remboursées à 100 % par l'assurance maladie à toutes les femmes à partir de 2013. Cette revendication n'est pas d'aujourd'hui, elle date des débuts des mouvements féministes dans les années soixante-dix. Il faut laisser le temps au temps ?

## La marche des affamés

En Inde, des dizaines de milliers de sans-terre et intouchables sont en marche pour la justice (Jan Satyagraha). Ils exigent une réforme agraire leur donnant accès à la terre et une loi garantissant le droit au logement. Marche organisée par le mouvement d'action non-violente inspiré de Gandhi, Ekta Parishad, qui mènera les paysans indiens jusqu'à Delhi pour revendiquer le contrôle des moyens de subsistance.



# Chronique néphrétique

## Anarchiste conservateur?

**CET ÉTÉ, LA NOUVELLE** est tombée mais n'a pas, à ma connaissance, suscité de grands remous politiques: 300 millions d'oiseaux des champs ont disparu en trente ans en Europe. Soit 50 % des effectifs. Je ne suis pas ornithologue, je ne sais pas reconnaître le quart des espèces concernées, mais je devine que les chiffres doivent être aussi terrifiants chez les insectes, les rongeurs, les petits carnivores. Un désert. Nous faisons de notre environnement un désert. La catastrophe est en marche, elle était annoncée. J'aurais préféré que cela n'arrivât pas. Je préférerais que les oiseaux soient encore là. Suis-je alors rétrograde? Conservateur? L'étiquette ne m'effraie pas.

À l'entrée du supermarché, un tract m'est distribué: «Pour continuer à manger du poisson, contribuons à le protéger.» Un tract signé... du supermarché «qui s'engage pour une meilleure gestion des ressources». «Nous agissons en cessant de commercialiser certaines espèces menacées (anguille, empereur, beryx, thon rouge) et en cessant les promotions sur les espèces dont les réserves s'affaiblissent (dorades, espadons, thons, voiliers, flétans, crevettes nordiques...).» J'aurais préféré que l'on n'en arrivât pas là. Conservateur? J'aurais préféré ne pas avoir raison. Rétrograde? Je n'aurais jamais écrit, il y a des années, une chanson intitulée *On n'arrête pas l'progress* (Kram'peutt), chanson qui disait:

« C'est dur de gagner son beefsteack et si dedans y'a pas d'arête. Et si dedans y'a pas d'arête ben y'en a dans l'poisson! On n'arrête pas l'progress.

» Petit poisson deviendra grand si gros bateau lui prête vie. Si gros bateau lui prête vie petit poisson deviendra grand... On n'arrête pas l'progress.

» Heureux comme un poisson dans l'eau qui échappe aux mailles du filet. Qui échappe aux mailles du filet comme un poisson dans l'eau. On n'arrête pas l'progress.

» Quand le dernier marin-pêcheur hurle sa fin au fond du port. Hurlé sa faim au fond du port dernier marin-pêcheur... On n'arrête pas l'progress.

» Les gros poissons mangent les petits et l'homme est un requin pour l'homme. Et l'homme est un requin pour l'homme les gros mangent les petits... On n'arrête pas l'progress (ad libitum). »

Le tout sur un air breton, faut être sacrément conservateur! Maudit chouan! On risque de me «déporter verticalement» dans la Loire, «fleuve républicain», sur les ordres d'un nouveau Carrier et du tribunal révolutionnaire. «On n'arrête pas l'progress! Vive la France une et indivisible et que les cultures minoritaires crèvent!» Ce n'est pas parce qu'une culture est mortelle qu'il faut l'assassiner. Et si le progrès, c'est l'uniformisation rap dans toutes les langues, la disparition des musiques et une misère d'écriture érigée en style universel, pas de problème: je suis un vieux réac. Et j'assume sans honte et sans complexe leur préférer gavottes, ou Bach, ou PJ Harvey ou des milliers d'autres styles. Non seulement je préfère, mais je les considère musicalement supérieurs. Comment?! Il y a des productions artistiques supérieures à d'autres? Oui. Et des productions scientifiques, culinaires, littéraires, architecturales... politiques. Tout ne se vaut pas, tout n'est pas interchangeable, tout n'est pas monnayable. Et l'on ne m'imposera pas de consommer une rébellion calibrée, comme on fait de l'exotisme ou des frites en carton.

D'adaptation en pragmatisme, de concessions en reniements, d'acceptations en soumission, nous vivons avec des groupes humains, des partis, des corpus idéologiques qui semblent solides alors qu'en leur sein, derrière la carapace encore debout, un venin a déjà entamé la liquéfaction idéologique. Les chairs amollies, puis liquides, sont aspirées par le prédateur.

Si la modernité c'est, comme au PS, de renier les quelques reliques qui subsistaient de son socialisme passé pour se convertir au tout fric de la finance et des banques, je suis conservateur.

Si le progrès de l'humanité c'est cautionner, justifier et honorer les pires dictatures, la torture, les camps, les massacres et l'oppression des peuples, comme l'ont fait et le font encore tant de démocrates ou de gens de toutes les gauches confondues, alors je suis réac.

Rodkol

rodkol@netcourrier.com

# Rio

Un carnaval de plus



**En juin dernier, se tenait à Rio un sommet «trop important pour échouer» : 130 chefs d'État, 50 000 participants. Un fiasco supplémentaire. Même la presse internationale sombre dans le scepticisme : «les États sont incapables de coopérer, la planète est en péril».**

## Jean-Pierre Tertrais

Groupe La Sociale  
de la Fédération anarchiste

EN 1972, LA RÉUNION DE STOCKHOLM, premier sommet de la Terre initié par l'ONU, place pour la première fois les questions écologiques au rang des préoccupations internationales. Elle institue le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Les «préoccupations» étaient de basse intensité, car on se contente d'énumérer des principes sans aucune réalisation concrète à l'horizon. Les dirigeants de la planète s'engagent à se rencontrer tous les dix ans (faut qu'on s'voie pour s'faire une bouffe!). Les différents actes de la comédie qui suivront (Nairobi en 1982, Rio en 1992, Johannesburg en 2002) connaîtront

le même scénario : pas de calendrier contraignant, pas d'objectifs chiffrés, seulement de vagues recommandations, de pieuses intentions. L'écologie est insidieusement vidée de son contenu subversif.

En juin dernier, se tenait Rio + 20, un sommet «trop important pour échouer» : 130 chefs d'État, 50 000 participants. Un fiasco supplémentaire. Même la presse internationale sombre dans le scepticisme : «Les États sont incapables de coopérer, la planète est en péril.» Comme d'habitude, roulées dans la farine, les ONG jouent la vertueuse indignation devant «l'échec» et «l'absence d'engagement».

Heureusement pour le moral, dans ce concert de lamentations, Hollande considère ce « sommet » comme une « étape », se réjouissant des « avancées réelles », et le *New York Times* assure que « tout n'est pas complètement perdu » et que « l'optimisme pourrait bien être à l'ordre du jour quand Rio + 30 se présentera » ! Vivement la création d'une organisation mondiale de l'environnement !

### Un mode de vie non négociable

Le fond du problème, c'est sans doute l'ex-président Bush qui le résumait le mieux en invitant à mesurer « l'impact économique mortel d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre », et même en soulignant les « bénéfices » possibles du changement climatique. C'est pourquoi le bilan est aujourd'hui des plus sinistres : en vingt ans, au lieu d'une réduction de 60 %, les émissions de CO<sub>2</sub> ont connu une hausse de plus de 40 %, et il est désormais hautement improbable que l'humanité puisse empêcher un réchauffement supérieur à 2°C d'ici à la fin du siècle ; depuis son lancement en 2005, le marché des quotas de CO<sub>2</sub> n'a en rien favorisé le développement des énergies renouvelables ; 13 % des décès dans les pays pauvres sont dus à la pollution de l'air et de l'eau...

---

## « aucune solution à la question écologique dans le cadre du capitalisme, et donc de l'État qui lui sert de soutien »

---

Comme pour enfoncer un peu plus le couteau dans la plaie, deux analyses globales, tranchant avec les approches fragmentaires habituelles, viennent confirmer l'état lamentable de la planète. Le récent rapport du Club de Rome, utilisant des instruments d'analyse, des méthodes d'observation et de prévision performants, confirme les conclusions de celui de 1972, à savoir un « effondrement économique » aux alentours de 2030, par la diminution des ressources et la dégradation des écosystèmes. De son côté, la revue *Nature*, un des journaux scientifiques les plus réputés du monde, prévoit un « basculement » du système Terre d'ici à 2100. Aujourd'hui, c'est l'espèce humaine, devenue « puissance géologique », qui est le moteur principal des grandes évolutions de la planète (même si l'on ne peut évidemment pas assimiler un petit paysan qui cultive son lopin de terre à un dirigeant de multinationale qui planifie la destruction d'une forêt). Il va bien falloir regarder en face le principe de précaution tant décrié par les milieux scientifiques et techniques dont l'optimisme béat confine à l'irresponsabilité. Mais les « élites » ne profèrent-elles pas souvent ce que les populations ont envie d'entendre (même si, là encore, ces « élites » s'acharnent à formater les opinions publiques) ?

Les formulations du genre « il nous faut repenser les fondements mêmes de notre conception du développement, du bien-être et de la richesse », « une économie n'a de sens que si elle est accompagnée d'amélioration significative du niveau de vie de la population, et notamment des plus vulnérables » dissimulent mal à la fois le cynisme et le désarroi des dirigeants réduits à rabâcher des discours éculés sur « l'approche intégrée et équilibrée qui englobe les trois piliers du développement durable ».

Notamment parce qu'il est incapable d'intégrer le long terme des processus naturels, il faut rappeler qu'il n'existe aucune solution à la question écologique dans le cadre du capitalisme, et donc aussi de l'État qui lui sert de soutien. Ce système ne peut que promouvoir :

1. L'« économie verte », c'est-à-dire l'ensemble de l'activité économique générée par toutes les entreprises qui produisent des biens et services contribuant à éviter, réduire ou supprimer des nuisances pour l'environnement (traitement des déchets, des eaux usées, isolation thermique, insonorisation des bâtiments, écomatériaux, énergies renouvelables, transports doux, efficacité énergétique...).

2. L'« écoblanchiment » (ou *greenwashing*), c'est-à-dire un procédé marketing utilisé par une organisation (entreprise, gouvernement...) dans le but de se donner une image écologique responsable. Recourant massivement aux publicités mensongères ainsi qu'au jargon technocratique fallacieux (développement durable, puits de carbone, basse consommation, zéro émission, gouvernance...), il n'a pour but que d'anesthésier l'opinion publique.

Il ne s'agit que de restaurer des taux de profit, d'attribuer un prix à la nature pour accélérer le cycle infernal de sa marchandisation.

### Les dieux ont toujours soif

Tétanisé par la perspective d'une crise énergétique qui se rapproche, le capitalisme se jette à corps perdu dans une course obsessionnelle à la production de mégawatts (dont il ne faut pas oublier la nature militariste, et dont une bonne part ne sert qu'à la gestion de ses « dégâts collatéraux »). Il s'agit d'investir tous les fronts à la fois : charbon, nucléaire, énergies renouvelables ; c'est sa condition de survie. Dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la planète devient un chantier permanent, au nom de l'« aménagement du territoire », du « progrès », du « développement ». L'énergie est perçue comme fil conducteur de l'histoire. Autoroutes, tunnels, TGV, aéroports, plateformes pétrolières, exploitations minières, projets immobiliers : le capitalisme exige des structures gigantesques parce que les autres ne sont pas rentables.

Elaborés dans l'euphorie générale et sous l'influence de la religion du progrès, ces plans pharaoniques se sont toujours accompagnés à la fois de déportations de populations (esclavage d'abord, puis travailleurs immigrés, exode rural), d'élimination de petits paysans

et pêcheurs et de destruction des écosystèmes, de dévastation de millions d'hectares de terres ou de forêts.

Aujourd'hui, si les projets gigantesques se multiplient dans le monde (actuellement, 35 barrages de plus de 150 mètres de haut sont en construction), ce n'est même plus pour accroître les profits, ce n'est même plus pour le prestige national, la folie des grandeurs, la volonté de puissance, le désir de paraître, mais pour maintenir sous perfusion un système à l'agonie. Jouant de la concurrence entre métropoles, au travers de « partenariats public-privé » (c'est-à-dire de contrats juteux pour le privé), les nouveaux bâtisseurs de cathédrales s'acharnent à justifier l'inutile, pourvu que ces projets soient « pourvoyeurs d'emplois » (on en connaît les conditions) ; il suffit souvent d'enjoliver le béton et l'acier de « haute qualité environnementale ». Et, si nécessaire, de criminaliser l'opposition et de recourir à la force publique.

### Autogestion ou déliquescence

Fondé sur le gigantisme, la démesure, l'économie de pillage, l'exploit technologique, le surrégime énergétique, c'est-à-dire la fuite en avant, l'« Occident civilisateur » a réduit le devenir de l'humanité au seul modèle industriel, véritable entreprise de destruction massive asservissant le monde vivant à celui des machines. Sans aucune possibilité de dialogue. Douter de la science ne pouvait être que vision passéiste, attitude réactionnaire, rigidité archaïque. Aujourd'hui, l'écran de fumée se dissipe : les « sommets de la Terre », les « droits à polluer », le « marché du carbone » ne peuvent que mettre en lumière l'échec définitif de cette sinistre illusion et l'urgence première de la décroissance énergétique. L'hypothèse que le contrôle sur la nature conduit au bonheur n'est plus de mise. La vie ne se réduira jamais à de l'ingénierie.

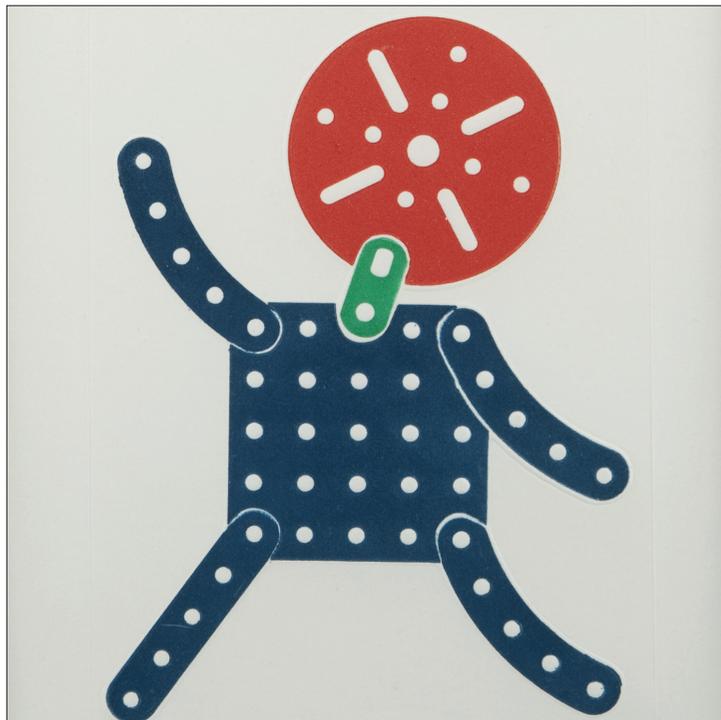
---

## « maintenir sous perfusion un système à l'agonie »

---

Qu'il s'agisse d'alimentation, de santé, de culture ou d'urbanisme, l'avenir passe par la reprise en main par les « citoyens » des choix qui les concernent, c'est-à-dire effectués collectivement, horizontalement, à échelle humaine. Il est temps que l'évolution de l'homme devienne celle des idées politiques et non des seules techniques. Le refus de l'autogestion se paiera toujours d'une exploitation, mais qui pourrait se compléter par un désastre écologique si la réaction tardait trop. Dans une « civilisation » (hors sol) où il faut désormais 5 à 10 calories de combustible fossile pour obtenir une calorie de nourriture, on devrait mieux comprendre que la question sociale, c'est-à-dire l'abolition des classes, ne pourra pas être résolue tant que le problème écologique restera sans solution. **J.-P. T.**

# Une personne, mais c'est pas humain



Un petit homme. Enrico Baj

## Au cœur de l'action

S'il est un domaine où le capitalisme consumériste est très efficace, car il y tient toutes ses promesses, ce sont les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC, devenues de vulgaires TIC depuis qu'elles ne sont plus très nouvelles).

Il n'est qu'à voir la rapidité avec laquelle les téléphones cellulaires se sont généralisés au sein des populations, puis ont intégré par déferlantes successives les outils de l'image (appareils photo, caméra), de l'informatique et des médias d'une manière générale. Avec ce que le pouvoir-marketing a perfidement appelé les smartphones, c'est toute l'activité économique, sociale, administrative ou culturelle, qui semble conditionnée par la capacité à être traitée par des applications spécifiques chargeables sur ces outils<sup>1</sup>.

Ces matériels ont de plus soutenu très efficacement la propagande néolibérale de dépeçage de certains services publics étatiques : disparition complète du service public du téléphone et affaiblissement considérable du service de la Poste (par contraction des échanges épistolaires privés et déplacement de l'activité de messagerie vers celle à l'initiative des commerçants, donc des idéologies de la concurrence).

## Lucie face à Lucy

L'un des aspects de ce monde technologique est que, pour y entrer, il faut être déjà dedans. L'accès aux moyens (abonnements divers, gestion des modifications) ne se fait quasiment que par ces mêmes moyens, ordinateur ou téléphone. Les acteurs de la gestion de ces moyens sont eux-mêmes de plus en plus des outils informatiques et non des êtres humains.

Ainsi, pour l'assistance aux services de téléphonie-TV-Internet, le client est-il dirigé sur des avatars désignés « assistants virtuels », qui supplantent dès que possible les centres

d'appels si tristement caractéristiques de l'oppression des conditions de travail modernes.

À dire vrai, il s'agit toujours d'assistante virtuelle, car le capitalisme a partie liée avec la domination sexiste, et la fonction d'être « au service de » doit rester celle de la femme.

Dans le cas de l'opérateur SFR, cette assistante virtuelle s'appelait au début 2012 Lucie<sup>2</sup>. Et me voilà un jour face à Lucie, dans une de ces séquences de communication contrainte, que les responsables marketing osent appeler « dialogue » de vente. Sauf que mon problème ne rentrait pas dans les 80 % de cas types modélisés (majoritairement sur un mode binaire) et nécessitait l'interlocution d'une personne capable de gérer la complexité d'un diagnostic induisant des relations entre différents niveaux d'analyse, des reformulations, du *feed-back*, etc.

## Chasse à l'homme et nouveau luddisme

Ayant compris que la modélisation de l'« intelligence » de Lucie était trop éloignée de celle d'un cerveau humain normalement entraîné, ça commençait à chauffer dur entre elle et moi : j'étais mûr pour la hot line (triste état que d'en arriver à fonder ses espoirs dans l'interlocuteur d'un centre d'appel). Je formulais donc mes requêtes, dans la séquence de « dialogue » avec Lucie, comme la demande d'une connexion avec un être humain.

Lucie n'en pouvait plus ! Après quelques boucles désordonnées dans ses séquences types, elle mit un terme sec à l'échange, en affichant à l'écran : « Navrée, je ne suis pas formée pour vous parler de humain ! Pouvez-vous m'indiquer si vous êtes un client. »

Tout était dit, dans cette exaspération, de l'angoisse des machines face aux humains ; et de sa réciproque ! Or, dans cette fracture irréductible entre le monde des automates (plus ou moins finement programmés) et celui des humains, la place affectée au client est révéla-

trice. Suffoquée par Lucy (pour invoquer un lien de parenté certes très lointain !), Lucie n'en venait-elle pas à douter de la qualité de client de son interlocutrice ?

L'humanité, sa complexité (de par l'affect notamment), le concret qui la porte et qu'elle engendre, viennent en effet contrarier la performance du client, construction abstraite faite de rapports de droit, de pouvoir, et enfermée dans l'objet ou le service qui la porte et qu'elle induit.

L'humain : un terroriste pour le client ! Voici l'image que Lucie nous offre pour imaginer un nouveau luddisme<sup>3</sup>, visant le monde moderne des automates de l'information et de la communication.

**Cettia Cetti**

*Sympathisante du groupe Louise-Michel  
de la Fédération anarchiste*

1. En 1991 sortait *Jusqu'au bout du monde*, un film de Wim Wenders, où, derrière l'intrigue amoureuse et policière, le décor était une anticipation de vingt-cinq ans (aujourd'hui, donc !) d'une société entièrement dépendante des NTIC, sous la menace de la chute d'un satellite atomique qui dérèglait l'électronique et par là tout le fonctionnement technique de la société.

2. Selon les analyses sociologiques de Philippe Besnard et Guy Desplanques, continuées aujourd'hui par Joséphine Besnard, dans l'ouvrage annuel *La cote des prénoms*, Lucie fait partie du top 50 des prénoms féminins les plus donnés, et surtout ne cesse de progresser depuis dix ans, notamment dans la catégorie des cadres, cibles marketing privilégiées des opérateurs de TIC. Quand on vous dit que rien n'est gratuit... !

3. Sur le luddisme, on peut lire *la Révolte luddite, briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation*, de Sale Kirkpatrick, Éditions de L'Échappée, 2007 (en vente à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. librairie-publico.com).

# L'or nègre

**Nestor Potkine**



**IMAGINEZ TOUT L'OR** extrait depuis l'aube de l'humanité jusqu'à nos jours. Imaginez-le fondu en un seul cube. De quelle hauteur serait l'un des côtés du cube ?

De 20 mètres.

Seulement 20 mètres. L'or est un matériau extrêmement dense. Extrêmement beau. Suggérant l'éclat du Soleil. Son étymologie se retrouve dans «aurore» et dans «auréole». «Aur» comme dans «aurifère».

Le monde capitaliste, officiellement, ne considère plus l'or comme une substance monétaire. Mais les habitants des pays capitalistes continuent à considérer l'aurore en barres comme l'épargne la plus sûre. D'autant qu'avec les crises boursières et financières successives de ces dernières années les crétiens les plus crédules ont fini par comprendre que les vautours et les banquiers ont ceci en commun : ils volent. L'or n'a donc jamais été aussi demandé que depuis quelques années. À ce point que le marché de «l'or-papier» est devenu considérable. L'or-papier, c'est, officiellement, de l'or que vous achetez à une banque respectable. Vous ne le voyez pas, elle

le garde pour vous. Pas de frais de coffre-fort. Pardon ? Il n'y a pas de banque respectable ? Ah, peut-être avez-vous raison : en 2010 Andrew Maguire, un trader spécialisé dans l'or, a affirmé au Gata, un comité antitrust, que le marché de l'or-papier serait 100 fois plus gros que celui de l'or physique. En d'autres termes, que 99 % des certificats d'or-papier sont du papier.

Bon, les banquiers sont des voleurs, rien de neuf là-dedans ; *quid* du titre de cet article, «L'or nègre» ? Il s'agit du titre d'un petit livre de Camille de Vitry paru aux excellentes éditions Tahin party (5 euros). Camille de Vitry a d'abord rencontré des sans-papiers, puis elle a entendu les coups de hache des CRS dans la porte de l'église Saint-Bernard. Très en colère, elle découvre que beaucoup des sans-papiers de Saint-Bernard venaient du même coin, et répétait le mot «Sadiola». Or Sadiola est le site d'une mine d'or, au Mali. Pays riche, comme chacun sait, dont les habitants disposent clairement de ressources suffisantes pour s'opposer aux multinationales minières. À Sadiola, 1 500 personnes travaillent à ciel

ouvert. À extraire 15 millions de tonnes de minerai par an. Quinze millions de tonnes. Attention. Le minerai, ce n'est pas l'or.

Il faut une, deux, trois tonnes de minerai pour obtenir quelques grammes d'or : la teneur va de 2 à 27 grammes d'or par tonne.

Comment tire-t-on deux grammes d'or d'une tonne de minerai ? Par cyanuration. Pour faire simple : l'or n'est dissous que par l'eau régale, un mélange d'acide nitrique et d'acide chlorhydrique. Et par le cyanure. (Que les chimistes me pardonnent de parler en langage profane, mais je suis un ignorant complet en chimie et je n'ose pas me lancer dans le jargon.) Le cyanure, dans l'eau.

On prend le minerai (bis : que les ingénieurs me pardonnent), on l'expose à beaucoup d'eau cyanurée. L'eau cyanurée dissout l'or, on la récupère, et, par un embrouillamini de charbon ou d'électrodes, on en tire l'or.

L'eau cyanurée débarrassée de son or, qu'en fait-on ?

Les boues de minerai par lesquelles l'eau est passée, des boues devenues hautement toxiques, qu'en fait-on ?

Car le phénomène appelé « drainage acide minier » joue à plein. Les mines mettent en contact brusque l'oxygène de l'air ou de l'eau avec les minerais de nombreuses matières oxydables. Les réactions chimiques provoquées créent des produits toxiques, emmenés par les écoulements là où il faudrait qu'ils n'aillent pas : les fleuves, les nappes phréatiques, l'air...

À Sadiola, les boues sont laissées sur place. Par millions de tonnes. Elles entourent un lac. Un lac d'eau hautement toxique. On a vu des oiseaux qui le survolent mourir en plein vol et tomber à pic. Le lac est grand. Pas aussi grand que le lac d'eaux toxiques de la mine de cuivre chilienne de Chuquicamata, qui s'étend sur 48 kilomètres carrés. Mais grand quand même.

Autour de Sadiola, autour d'autres mines d'or du Mali, les femmes n'accouchent plus, elles font des fausses couches. Quant à la santé des mineurs, il suffit d'en dire qu'on se portait mieux dans les mines de charbon de 1860.

Quel étrange cauchemar ! Les riches du monde blanc qui empoisonnent les pauvres du monde noir. Pour des lingots de Soleil censés protéger des orages de papier. Et qui sont, à l'origine, du Soleil en poudre infiniment diffuse dans la terre brune. Que seule une eau létale concentre.

D'un côté, dans les banques du Nord, du concentré de richesse. De l'autre, dans les boues du Sud, des lacs de mort.

## Tau Tona

Pour l'or, c'est bien connu, certains humains feraient n'importe quoi. Et pour manger, d'autres humains sont contraints de les suivre, ou, pire, de leur obéir.

Un cas d'école : l'ahurissante mine d'or de Tau Tona, en Afrique du Sud. Cent quarante mille tonnes de minerai, 1,6 tonne d'or par an. Banal. Mais, bien moins banale, la profondeur maximale atteinte : 3,9 kilomètres.

Trois mille neuf cents mètres sous terre. Souvenez-vous de vos cours de sciences naturelles. Plus ça compresse, plus ça chauffe. Donc, plus on descend sous terre, plus la roche est compressée, plus ça chauffe.

À 3,9 kilomètres sous terre, la roche chauffe à l'agréable température de 60 degrés centigrades. En conséquence, la température de l'air va sur un rafraîchissant 55 degrés centigrades.

Il va sans dire que les propriétaires de cette mine, l'une des plus rentables d'Afrique du Sud, ont tenté de faire travailler les mineurs par cette température inhumaine. Les crève-la-faim locaux, passablement héroïques, ont vaillamment tenté de travailler. Seulement voilà, le capital ne peut pas grand-chose contre la biologie. Et les mineurs s'effondraient vite : coups de chaleur, déshydratation..., des choses déjà dangereuses à la surface, mais là-dessous, là où l'on parcourt trois kilomètres de l'ascenseur jusqu'au front de taille (trois kilomètres dont une bonne partie se fait à genoux), et où

il faut une heure à l'ascenseur pour descendre ! Un mineur mort... C'est agaçant ces familles qui pleurent et puis ça laisse du matériel en position dangereuse, explosions, incendies, tout cela coûte cher.

Bref, Tau Tona dispose à présent d'un système d'air conditionné si puissant que, dans les couloirs de ventilation primaires, on a vu des hommes de 70 kilos emportés par le vent ! Un million de dollars par mois de note d'électricité pour l'air conditionné. Euh, l'air conditionné, ne vous attendez pas à du 19 degrés. Non, 28 degrés. Tiède, l'air conditionné.

Il y a bien pire que la chaleur. L'eau, par exemple. On ne peut jamais être sûr qu'à la poursuite du filon de 25 centimètres (sic) d'épaisseur, on ne va pas crever l'une des poches d'eau qui, pour être emprisonnée depuis des millénaires, n'en a pour autant perdu ni sa puissance de destruction ni sa température (entourée de roche à 60 degrés...). Une petite décapitation par jet d'eau brûlante sous pression ? Et les gaz toxiques, un grand classique de la mine...

Non, il y a encore pire que tout cela. À 3,9 kilomètres de fond, la pression de la roche approche la tonne par centimètre carré. Ce qui fait beaucoup. Tant, d'ailleurs, qu'elle referme (oui, elle referme, elle pousse, elle pousse) le boyau d'exploitation au rythme de sept millimètres par jour. Rien d'étonnant à ce que les 800 kilomètres de galeries de la mine subissent des tremblements de terre. À quel rythme ? Oh, rien que de très raisonnable, un petit dix secousses par jour.

Les sauveteurs de Tau Tona sont les meilleurs d'Afrique du Sud. On le serait à moins.

Tous les tremblements de terre de Tau Tona ne mettent pas la vie des mineurs en danger, mais à raison de dix par jour, la terreur est permanente. Simple chute de rochers, enfin, simple... un bloc de deux cents kilos qui vous tombe sur le torse, ça n'aide pas. Ou grosse chute, qui bloque votre retour, et qui ne vous laisse pour tout espoir que de prier l'Inexistant pour que les sauveteurs vous atteignent avant que vous soyez mort de soif ou d'asphyxie.

Est-ce une bonne nouvelle, donc, que l'on commence à utiliser une technique d'étayage appelée tout simplement « refilling », remplissage ? Le refilling consiste à reprendre la terre que l'on a enlevée, enfin plus exactement la boue qu'elle est devenue, à la repomper en bas, la mettre dans des sacs et boucher les trous.

Oui, bien sûr (si l'on néglige les pollutions entraînées...), en particulier comparée à la solution adoptée jusque-là, l'étayage avec du bois, cette antique solution des mines du monde entier. À ceci près qu'à cette profondeur, plus exactement à cette température, assez rapidement, le bois s'assèche complètement. Complètement. Entre sécheresse et pression, il prend une étrange consistance, presque poudreuse, et devient aussi inflammable qu'une feuille de papier. Voire, il prend feu spontanément ! Comment combat-on les incendies à trois kilomètres sous terre ? Avec difficulté. Le cours de l'or, lui, se porte à merveille. **N. P.**



Anarchistes au Venezuela

# Un Bolivar devant eux

Rafael Uzcategui fait partie du groupe qui publie le journal *El Libertario* à Caracas (Venezuela) et de l'Internationale des résistants à la guerre. Il est l'auteur de *Venezuela, révolution ou spectacle?* (Spartacus) dans lequel il dévoile le vrai visage du gouvernement de Chávez et de sa prétendue révolution bolivarienne. Nos camarades de la Fédération anarchiste allemande ont réalisé cette interview pour le magazine *Gai Dao*.

**Gai Dao:** Décrivez-nous l'état du mouvement anarchiste au Venezuela...

**Rafael Uzcategui:** L'anarchisme n'a jamais été aussi répandu au Venezuela que dans d'autres pays d'Amérique latine. Pendant l'âge d'or de l'anarcho-syndicalisme, la lutte prolétarienne y était fermement interdite et réprimée, et la plus grande partie des immigrants, qui firent la force de notre mouvement dans la région s'est dirigée vers d'autres pays.

Les années 1980 ont vu se développer, parmi les étudiants et les travailleurs, un travail politique fortement influencé par le Mai 68 français. C'est de cela que nous sommes nés. En fait, le premier *Libertario* était un journal fait pour les travailleurs, distribué également dans les universités.

Le mouvement anarchiste a pris de l'importance dans les années 1990, implanté dans les grandes universités publiques. L'anarchisme s'accordait bien avec le besoin général de changement qui secouait le pays. Ce fut une décennie de manifestations et de mouvements sociaux: étudiants, ouvriers, écologistes, féministes, etc., contre l'application du néolibéralisme au Venezuela. Malheureusement, après la victoire de Hugo Chávez, le mouvement libertaire, comme les autres mouvements sociaux, a connu la stagnation et la division. Le discours du nouveau pouvoir semait la confusion, même parmi les anarchistes.

Nous avons lancé le journal *El Libertario* en 1995, avec en perspective la construction d'une Fédération anarchiste au Venezuela, juste après deux grandes rencontres anarchistes

nationales. Nous pensions que les conditions étaient réunies et le moment venu de créer une organisation nationale. Nous avons donc donné à notre groupe le nom de Commission de relations anarchistes et nous tâchions de créer des connexions, d'établir des liens formels entre les gens. Après un certain temps, seul le groupe de Caracas avait pris quelque substance, les autres s'étaient plus ou moins dissous. Nous avons fini par prendre acte de cet échec et nous avons décidé de centrer notre activité sur *El Libertario*.

Aujourd'hui, le mouvement libertaire n'est guère important au Venezuela. Des initiatives se lancent régulièrement, de nombreux collectifs apparaissent, mais c'est principalement un mouvement jeune, d'inspiration insurrectionnaliste ou anarchopunk, sans implication dans les véritables conflits sociaux. Quant à nous, nous restons un groupe d'affinité très soudé, engagé dans les mouvements sociaux pour favoriser leur autonomie.

Il y a une élection présidentielle cette année<sup>1</sup> et, étrangement, quelques groupes anarchistes appellent à voter pour Chávez. Bien sûr, nous considérons avec un peu de suspicion ces groupes confusionnistes.

**G.D.:** Il est impossible de parler aujourd'hui du Venezuela sans évoquer le prétendu processus révolutionnaire. Qu'en pensent *El Libertario* et les anarchistes?

**R.U.:** Résumons les principales critiques que nous inspire la révolution bolivarienne. D'abord, pour les anarchistes, le processus



Cet ouvrage préfacé Octavio Alberola est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 14 euros



bolivarien n'est pas une rupture, mais bien la continuation des politiques poursuivies dans l'histoire du Venezuela. Par exemple, le président Chávez n'a fait que renforcer l'économie du pétrole comme base de développement, ce qui a été le cas durant tout le xx<sup>e</sup> siècle. Chávez a continué cela en l'adaptant à la mondialisation.

Aujourd'hui, nombreux sont les États d'Amérique latine qui, grâce à leur fortes ressources naturelles, ont repris l'offensive sur le marché mondial, qui utilisent leur pouvoir de régulation et cherchent à attirer l'investissement. Les choses ont changé dans certains pays latino-américains, au regard de l'offensive néolibérale. Maintenant, l'État a l'initiative parce que des pays comme la Bolivie, le Venezuela ou l'Équateur sont très attractifs pour les investisseurs internationaux. Ce n'est pas une question d'idéologie, c'est le monde qui a changé, pas la politique vénézuélienne. Voilà pour la première critique : les affaires des transnationales de l'énergie sont plus florissantes que jamais au Venezuela. Plus profondément, nous remettons en cause le modèle même de l'économie basée sur les énergies fossiles, pas seulement l'origine national du capital qui l'exploite.

Notre deuxième critique tient aux conditions de la vie quotidienne dans notre pays. Le président Chávez, grâce au cours très haut du pétrole, bénéficie du plus gros boom économique de ces trente dernières années. Les revenus de l'État sont immenses. Mais cet argent n'a pas servi à attaquer les causes de la pauvreté (en particulier l'énorme inégalité

dans le partage du revenu national), mais à développer des politiques sociales déjà en œuvre depuis longtemps au Venezuela, et qui ne sont que des palliatifs. D'ailleurs, la violence sociale ne fait que croître. Si la propagande qui prétend que la pauvreté disparaît dans le pays correspondait à la réalité, ça serait bien la première fois qu'une amélioration des conditions de vie débouche sur une augmentation de la violence !

La violence s'impose dans tous les secteurs de la société vénézuélienne. En prison, par exemple, il y a chaque année 400 décès pour 50 000 incarcérés. On dénombre à peu près 16 000 homicides tous les ans. L'espace public a été déserté, abandonné en tant que tel. Pour cette raison, toutes les activités culturelles et politiques sont en recul. D'une manière générale, la vie sociale et la vie quotidienne se sont appauvries.

Il nous faut enfin parler de la situation des mouvements sociaux au Venezuela. Depuis son élection en 1999, Chávez a défendu un nouveau modèle : la démocratie participative. En fait, la participation aux décisions se limite à l'aménagement de décisions déjà prises. Ainsi, on pourra gérer un budget pour la construction ou la rénovation d'une école, mais jamais décider si le quartier a besoin de construire ou de rénover une école. On ne fait que participer, sans salaire, à la mise en œuvre des politiques décidées par le gouvernement.

Les organisations sociales ont été plus ou moins militarisées et enrôlées dans la lutte électorale. Il y a des élections chaque année et les objectifs propres des mouvements sociaux

sont toujours remis à un lendemain qui ne vient jamais, au profit de la victoire électorale. Cette polarisation politique a abouti à la neutralisation des réseaux (mouvements des femmes, écologistes, étudiants, etc.) qui étaient actifs dans les années 1990, et du mouvement d'ensemble qui avait porté Chávez au pouvoir.

Voilà les trois principales critiques que nous faisons au gouvernement de Chávez, que nous rattachons à la tradition des gouvernements populistes en Amérique latine. Il faut bien comprendre que le processus bolivarien se situe dans la continuité de la politique vénézuélienne depuis 1958, jusque dans la figure militaire et messianique des présidents qui se sont succédé.

**G.D. :** Quel est alors le rôle des anarchistes ? Que proposent les libertaires vénézuéliens ?

**R.U. :** Nous pensons, pour notre part, qu'il est impossible, sauf à devenir une secte, de mener une politique anarchiste radicale dans le contexte actuel. Les valeurs anarchistes demandent à être vécues comme pratique sociale mais, en l'absence de mouvements sociaux autonomes et conflictuels, on ne peut espérer y arriver. Tant que ces espaces de liberté n'existent pas, ou restent minuscules, personne ne peut se dire anarchiste et mettre en œuvre cet idéal. Notre stratégie est donc de travailler à la montée en puissance de mouvements populaires autonomes. Voilà pourquoi, éditeurs d'un journal anarchiste, nous sommes en lien avec toutes les organisations qui se battent sur l'un ou l'autre front de

l'oppression. Nous ne nous demandons pas si les gens soutiennent Chávez ou pas, s'ils croient en lui ou non. Tant qu'ils se battent pour leurs droits et affrontent le système, nous sommes avec eux, nous participons et nous pesons pour mettre en valeur les aspects libertaires de leur combat, pour développer leur autonomie. C'est aussi, bien sûr, dans le cadre du soutien aux luttes que nous pourrions promouvoir l'action anarchiste.

Notre axe principal est celui-ci : promouvoir les mouvements sociaux, encourager une organisation indépendante, horizontale, éliminer autant qu'il est possible les hiérarchies et l'autorité, défendre la justice sociale et la liberté.

**G.D. :** À propos d'autonomie, quelles luttes vont dans ce sens, en ce moment ?

**R.U. :** Le président Chávez mène activement campagne contre l'indépendance du mouvement ouvrier et il existe donc, en réaction, une plate-forme qui défend l'autonomie des syndicats. C'est un réseau qui regroupe plusieurs organisations syndicales, mais on ne doit pas cacher ses contradictions : certains ont un point de vue verticaliste [NDLR : organisation corporatiste et interclassiste], d'autres défendent un rapprochement avec des partis politiques. Au Venezuela, il est toujours difficile d'apprécier le degré d'autonomie des luttes... Mais nous soutenons néanmoins cette initiative, participons aux rassemblements, tant le sujet nous semble important. Nous userons de toute notre influence pour orienter le mouvement ouvrier dans le sens de l'indépendance.

Un autre mouvement qui émerge depuis une dizaine d'années, c'est celui des luttes indigènes. Un des plus importants combats est celui contre l'extension de l'exploitation des mines de charbon de l'État de Zulia. Devant la menace des déplacements de population et de la pollution de l'air, de l'eau et des sols, des mobilisations, autonomes dans une certaine mesure, ont eu lieu et elles auront toujours une place dans les pages du *Libertario*.

Il existe un autre mouvement très prometteur : la lutte contre les violences et la corruption de la police. Elle est menée par plusieurs comités populaires, en particulier dans l'État de Lara, avec un discours très radical. Le mouvement gay et lesbien a fait preuve par le passé d'une autonomie remarquable, mais il est en voie de récupération. La gay pride est maintenant organisée par la municipalité de Caracas...

**G.D. :** Dans ton livre *Venezuela, révolution ou spectacle ?*, tu évoques Chomsky et sa position sur le Venezuela...

**R.U. :** Noam Chomsky est un intellectuel américain bien connu pour son analyse de la politique étrangère américaine, et qui a écrit beaucoup de choses très intéressantes sur l'anarchisme. Il a malheureusement témoigné, ces dernières années, d'une grande admi-

ration pour le gouvernement du président Chávez. On ne l'a vu qu'une seule fois au Venezuela, pour une visite de quarante-huit heures où il n'a rencontré que des officiels du gouvernement, jusqu'à Chávez lui-même. Il voit d'un bon œil n'importe quel groupe ou idéologie qui met en question l'hégémonie américaine. L'analyse de Chomsky repose presque exclusivement sur de la propagande émise par le gouvernement à propos de prétendues réalisations. Bien sûr, c'est rempli d'erreurs, de lacunes et de contradictions. Par exemple, Chomsky soutient que le système de santé est gratuit pour la première fois au Venezuela. C'est historiquement faux : la santé a toujours été gratuite au Venezuela grâce à la rente pétrolière et, depuis 1958 au moins, c'est une obligation de l'État. Chomsky dit aussi que Chávez a nationalisé le pétrole. Mais non, le pétrole a été nationalisé vers 1975 et, de ce point de vue, la politique de Chávez est plutôt en recul. Noam Chomsky est très mal informé.

En fait, j'ai précisément écrit ce livre pour réfuter, auprès de la gauche mondiale, les assertions de Chomsky sur le processus «révolutionnaire». Hélas, le Venezuela n'est pas le seul État à bénéficier de l'indulgence de Chomsky parce qu'il est en conflit avec les États-Unis. Je pense à Cuba, au Moyen-Orient...

**G.D. :** Quelque chose à ajouter ?

**R.U. :** Ne nous croyez pas sur parole. Nous ne prétendons pas dépeindre la réalité objective du Venezuela et nous invitons chacun, pas seulement les anarchistes, à vérifier par lui-même. Si vous le pouvez, venez au Venezuela, rencontrez l'homme de la rue, rassemblez et comparez autant d'informations que possible et tirez-en vos propres conclusions. Nous vous proposons aussi de vous informer sur la situation de l'Amérique latine tout entière. Vous verrez que beaucoup des luttes contemporaines viennent de la résistance populaire à des projets miniers ou pétroliers, projets qui sont menés paradoxalement par des gouvernements soi-disant de gauche. Prenez contact avec les organisations anarchistes : il y a de très nombreux groupes auprès desquels vous pourrez vous informer.



1. L'interview a été faite avant cette élection, qui a eu lieu le 7 octobre 2012. À l'heure où nous mettons sous presse, nous en ignorons le résultat.

El *Libertario* sur le web :  
nodo50.org/ellibertario

# France-Mayotte

## Exécution du droit international et meurtres en série



**T. L.**

**MAYOTTE, AU BEAU MILIEU** du canal du Mozambique dans l'océan Indien, vendredi 13 juillet 2012 à 3 heures du matin, heure locale, un kwassa-kwassa (barque de pêcheurs recyclée en embarcation de migrants) chavire près des côtes sud-ouest de l'île de Mayotte, non loin de la ville de Boueni, avec à son bord vingt-quatre passagers, dont des femmes et des enfants. Le bilan est très lourd, sept morts, dont quatre enfants et six disparus selon la préfecture de Mayotte. Un nouveau drame maritime qui vient frapper les côtes de cette poussière d'empire déjà durement endeuillées par le naufrage d'au moins trois embarcations du même type depuis le début de 2012, faisant au total plus de vingt-neuf morts, dont huit enfants et des dizaines de disparus. En janvier : deux naufrages dans des circonstances similaires et le 19 mai un nouveau drame maritime venaient relancer la «question» des «flux» migratoires dans cette île demeurée française depuis 1975, malgré les objections internationales.

En effet, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, le tandem Balladur-Pasqua, respectivement Premier ministre et ministre de l'Intérieur, instaurait un visa pour réglementer la circulation entre les trois autres îles de l'archipel des Comores et Mayotte. Une fermeture des frontières qui intervenait après des siècles de libre circulation entre les îles, mouvement tellement ancien qu'il n'est pas une famille qui ne soit dispersée sur l'ensemble des îles de l'archipel. Une frontière érigée pour renforcer la colonisation de cette île par la France prête à tout pour conserver ses «intérêts». Les récentes découvertes de gisements gigantesques de gaz et de pétrole dans le sous-sol des fonds marins au large des îles éparées, archipel d'îlots distants de quelques centaines de kilomètres de Mayotte – et conservé par de Gaulle dès 1960 voulant protéger les intérêts français – renforcent encore plus l'engouement français pour

ces îles si riches de futurs contrats juteux... Un verrouillage des frontières aux hommes mais également aux marchandises puisque ce visa s'accompagna de barrières douanières renforcées sur les échanges «traditionnels» de la région (Comores et Madagascar principalement). C'est cette situation qui, combinée avec une politique du chiffre décrétée dès les années 2000 par les responsables politiques français engagés dans une nouvelle politique d'immigration, conduira au développement de la «question» ou plutôt du «problème» migratoire à Mayotte. L'édification de ce mur administratif en 1995 va instaurer la sédentarisation d'une partie des populations des Comores d'un côté ou de l'autre de cette barrière meurtrière qui isole Mayotte, favorisant un climat de tensions sociales accrues dans cette île qui va voir sa population multipliée par trois en vingt ans... Le durcissement des contrôles frontaliers et l'augmentation exponentielle des reconduites à la frontière (les expulsions vont passer de quelque 4 000 en 2004 à plus de 21 000 en 2011, dont plus de 5 000 mineurs) vont pousser les migrants à prendre la mer via des passeurs prêts à prendre tous les risques pour gagner les côtes de Mayotte surveillées avec des moyens policiers et militaires tels que les trois radars qui balaient les côtes de l'île.

Une situation préoccupante puisque ces politiques mortifères de fermeture, de surveillance et de contrôle militarisé des frontières combinées avec des reconduites massives vont transformer ce bras de mer en l'un des plus vastes cimetières marins du monde. On estime ainsi à plus de 7 000 les morts et disparus depuis dix-sept ans, et ce dans une indifférence quasi généralisée en France métropolitaine et en Europe. Tant et si bien qu'un François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, de passage sur l'île de Mayotte fin janvier 2012, déclarait à propos des naufrages





survenus le même mois que «Mayotte, c'est la honte pour Paris : avouer qu'aux yeux de tous des gens meurent dans des eaux françaises... Si ça s'était passé à Lampedusa, ça aurait fait les gros titres» !

Un silence qui semble persister dans la France «du changement», puisque Mayotte reste exclue des nouvelles dispositions législatives concernant les migrants. La circulaire poudre aux yeux de Valls qui «légifère» sur la rétention et l'enfermement des mineurs et de leurs familles ne s'appliquera pas à Mayotte pourtant devenu le 101<sup>e</sup> département de France depuis mars 2011. Les enfants de Mayotte ne seraient-ils pas des enfants ? Peut-être que leur couleur de peau et celle des habitants de l'île restent un critère suffisant pour maintenir l'indigénat dans cette colonie. Toujours est-il que la répression sur les migrants dans l'île aux parfums continue. Les malheureux exilés se trouvent enfermés avec femmes et enfants dans des conditions abominables maintes fois dénoncées (par Libération en 2008, ou par l'observateur des lieux d'enfermement monsieur Delarue depuis 2009) sans voir poindre la moindre avancée concernant leur sort au sein des prisons de migrants.

Ce ne sont pas non plus les déclarations du nouveau ministre de l'Outre-Mer, Victorin Lurel, en visite à La Réunion, qui laissent souffler un vent d'espoir de changement. Ce dernier, interrogé sur le drame du 13 juillet, déclarait : «C'est une situation triste, et je partage la douleur des familles des victimes. Cela se passe à Mayotte, mais aussi ailleurs, en Guyane notamment.» Mis à part les regrets, pas la moindre proposition concrète et durable pour remédier à ces drames et à la situation ubuesque de cette île isolée par la volonté politique, encore moins la proposition la plus simple et la plus réaliste : l'ouverture inconditionnelle des frontières et la restitution de Mayotte à l'intégrité territoriale des Comores.

Un ministre qui faisait part la veille de sa très grande satisfaction après la décision du Conseil européen de reconnaître Mayotte en tant que région ultrapériphérique (RUP). Car, ironie du sort, ce drame maritime intervient quelques jours après l'annonce officielle, mercredi 11 juillet, de l'intégration de Mayotte dans l'Union européenne en tant que RUP, rejoignant la Réunion, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, Saint-Martin, les Açores, les Canaries et Madère. Le Conseil européen, qui réunit les vingt-sept chefs de gouvernement de l'Union européenne, a effectivement donné un avis favorable à la requête formulée par la France d'intégrer Mayotte dans l'espace européen. Une décision initialement prévue le 29 juin dernier mais reportée suite à un vice de procédure. Un choix de l'Union européenne qui ancre un peu plus l'occupation coloniale française dans la région. Une colonisation pourtant condamnée par le droit international et les institutions internationales, au premier rang desquels l'ONI, sans oublier un grand nombre de structures associatives et militantes. En effet, depuis 1975, date de la proclamation de l'indépendance des Comores suite à un référendum manipulé et truqué par la France, l'ONU a pris pas moins de vingt résolutions condamnant le maintien dans l'empire français de ce territoire reconnu comme appartenant à l'archipel comorien. Des résolutions renforcées par les condamnations régulières de la France par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ou encore la Ligue arabe dont les Comores font partie. Une orientation de l'Union européenne pour le moins étonnante puisque des États membres de l'Union européenne avaient eux aussi condamné la présence française à Mayotte en reconnaissant l'intégrité territoriale des Comores (c'est-à-dire un archipel de quatre îles et non de trois). Une décision qui ne fait pas non plus l'unanimité à Mayotte où certains collectifs ou associations mahorais tels que les IndignéEs avaient clairement pris position contre cette «rupéanisation» de Mayotte ; ils avaient même adressé un courrier aux députés européens les mettant en garde contre un vote «en faveur de ce nouveau statut pour Mayotte», déclarant notamment : «Vous soutenez un processus géopolitique qui déstabilise cette région. Soutiendrez-vous par votre vote cette politique préjudiciable aux équilibres d'une île, d'un pays et plus largement encore de toute une région ?»

Reste à savoir ce que cette intégration à l'Union européenne entérinant un fait colonial, une décision riche de conséquences diplomatiques et politiques, aura comme répercussions sur la vie locale mais aussi plus largement pour l'ensemble de la région. Mais ce sont ces milliers de migrants qui viennent rejoindre leur famille qui devraient se réjouir ; ils pourront désormais venir mourir sur des barrières françaises, mais sur une toute nouvelle frontière européenne, même si je doute que cela puisse faire une différence dans l'horreur...

T. L.

## SOUSSIONS

EN ANGLAIS, IL EXISTE UN MOT pour décrire l'attitude d'une personne complaisante, accommodante, voire servile : *compliance*.

C'est également le titre d'un film américain de Craig Zobel retraçant les quelques heures du calvaire d'une jeune femme, employée dans un établissement de restauration rapide, qui, soupçonnée d'un maigre larcin, va subir de nombreuses humiliations : mise à nu, fouille au corps...

En effet, un appel téléphonique, d'un soi-disant officier de la police, pousse la gérante du restaurant ainsi que les employés et même des personnes extérieures à être les complices d'une séquestration. Ce thriller met en évidence nos facultés à collaborer sans condition, à faire preuve d'une obéissance aveugle devant une autorité supposée, police, supérieur hiérarchique ou insidieuse, au sein d'un couple par exemple. Dans un monde d'individualistes et d'exploités, les personnes sont à la recherche d'affection et de reconnaissance ; aussi la bienveillance et la flatterie deviennent des méthodes de manipulation efficaces. Ajoutez à cela la peur généralisée dans nos sociétés et vous avez tous les ingrédients pour générer des personnes contrôlables et



serviles, prêtes à collaborer à n'importe quelle fantaisie, avec un sentiment du devoir accompli. De même, le personnage central du film, qui est la victime, nous montre nos tristes facultés à nous soumettre et à nous résigner. Ce fait divers paraît tout à fait inconcevable lorsqu'on a le recul nécessaire, c'est-à-dire celui d'un spectateur devant un écran de cinéma, cependant chacun a pu observer le comportement de la plupart des gens confrontés à l'autorité. Celle d'un flic, par exemple. Il est dramatique de constater la façon avec laquelle l'individu s'affranchit de tous sens critique, de réflexion, d'observer comment il s'écrase comme un chien devant son maître. Lorsqu'il est soumis à un stress créé par la peur artificielle, fabriquée et diffusée massivement par la classe dominante, l'humain perd sa raison.

Une dernière information rendra ce film crédible et, je pense, quelque peu aguichant :

l'histoire de cette œuvre est tirée de faits réels constatés plusieurs dizaines de fois aux États-Unis.

*Compliance* met en avant une situation dénoncée depuis longtemps par les anarchistes, celle de l'autorité aveugle et illégitime. Nous appellerons encore et toujours à la résistance contre l'oppression, la domination et l'exploitation. Dès maintenant, la désobéissance est une nécessité.

**Jean-Sébastien**

Groupe de Caen  
 de la Fédération anarchiste

*Compliance*, réalisé par Craig Zobel. Date de sortie : 26 septembre. Durée : 1 h 30 min. Avec Ann Dowd, Dreama Walker, Pat Healy.

## Prise d'otages aux Philippines

**BRILLANTE MENDOZA** est un cinéaste philippin qui tous les ans sort un film et ne cesse de nous surprendre, car à chaque fois il élabore le portrait d'un nouveau groupe. Des personnes qui se côtoient, qui se combattent et qui essaient de survivre. Dans *Lola* il parlait d'une grand-mère qui défendait son petit-fils, un criminel. Elle trouvait l'argent pour que la famille tombée sous le couteau de ce petit-fils puisse se payer un avocat – son avocat à elle la grand-mère – et lui restituer symboliquement, à coups de mensualités, la perte et la douleur née de l'emprisonnement de son petit-fils, seul soutien de la famille. La filmographie de Mendoza s'efforce de restituer des tissus sociaux complexes et constitue une chronique plutôt intime du petit peuple philippin. Dans le cas de *Captive* on n'a aucun mal à imaginer que Mendoza a été obligé de faire appel à une coproduction internationale pour mettre en scène une prise d'otages, une des plus spectaculaires jamais pratiquées dans ces parages. Brillante Mendoza ne pouvait en aucun cas engager seul les dépenses qu'ont nécessitées les scènes de guerre filmées dans la

jungle philippine, pour relater une prise d'otages effectuée en 2001 par le groupe Abu Sayeff. D'où le rôle d'humanitaire en mission chrétienne jouée par Isabelle Huppert. Une star garantissait des fonds qu'il n'aurait pas pu mobiliser sur son seul nom. La seule star philippine qui les accompagne au début de cette descente en enfer est justement l'actrice qui incarne Lola dans son film précédent et qui joue le rôle de la grand-mère dans celui-ci. Vu qu'elle est très âgée et très faible, elle meurt très vite et est enterrée comme chrétienne, exigence que ses sœurs d'infortune arrivent à faire accepter aux insurgés. Les preneurs d'otages voulaient piéger de riches banquiers venus se perdre dans cette région du monde, mais ils tombent sur des femmes, des bonnes sœurs, des humanitaires et des vacanciers en short. Les rebelles, minorité musulmane de l'île, sont combattus par l'armée régulière. La prise d'otages devait renflouer les caisses du groupe. Mais l'armée régulière espérait aussi les retombées de cette manne. Policiers corrompus et militaires essaient en vain de se partager les rançons extorquées.

Les hommes du groupe Abu Sayeff mène la guerre sainte et les femmes qu'ils violent, ils les épousent ensuite pour en faire de bonnes musulmanes, car ils se sentent investis de la mission de les convertir. Ce sont des situations rarement exposées dans un film. On comprend pourquoi un gamin les a suivis : sa famille a été massacrée. On comprend la cruauté d'un des ravisseurs : lui aussi a vu son histoire, sa maison et ses amours anéantis en un seul bombardement. Le projet ambitieux de Brillante Mendoza d'expliquer ces luttes et de donner un visage à ces combattants échoue en partie car il sacrifie trop aux scènes de fusillades et d'embuscades dans la jungle. Son projet initial de décrire une révolte politique se dilue dans le grand tintamarre de la guerre. Il réussit cependant quelques intéressants portraits de guerriers qui continuent de rêver qu'ils ont une femme, des enfants à protéger, qu'ils vivent de la pêche et de la chasse au lieu de se sacrifier pour une guerre qu'on devine sans fin.

Heike Hurst

# Inébranlable Serge



**VOILÀ UN MOMENT** que nous l'attendions : le nouvel album de Serge Utgé-Royo avec ses propres textes vient de sortir. Le dernier, paru en 2010, était un florilège de chansons de Léo Ferré.

Enregistré en studio, cet album regroupe 18 chansons : certaines entendues sur scène, pas encore sur disque, et d'autres, totalement inédites, à découvrir, le tout additionné de deux chansons précédemment enregistrées en public.

Il y est toujours question de fraternité, de mémoire, de résistance. Sa tendresse envers les humains transparait encore à travers des textes ciselés par des mots précis où l'envolée poétique nous transporte tout autant que les musiques, très présentes, jazzy, douces ou « latino ».

Signalons les riches orchestrations de Léo Nissim, qui a dirigé la petite dizaine de musiciens participant à ce disque ; une volonté, devenue inhabituelle en chanson, où les musiques sont souvent en arrière-plan.

La tendresse d'Utgé-Royo est celle d'un saltimbanque qui souffre de ce monde inégalitaire et violent. Ses mots disent une révolte qui veut s'accrocher à un « espoir têtù » – titre même de ce nouveau CD –, espoir qu'il veut partager avec ceux qui l'écoutent : espoir de liberté, d'entraide.

Sa voix chaude, puissante, aux intonations mélodieuses, nous fait vibrer d'émotion.

Ainsi nous convie-t-il à une balade sur « ce navire éphémère » qu'est notre « fragile planète », car, dit-il : « J'ai pensé que mes mots vous prendraient par le cœur. » Eh oui, nous sommes touchés par ces textes qui, parlant de lui, parlent tellement de nous. C'est avec élégance qu'il nous les livre, en nous demandant : « Permettez que je dise ici les coups que je n'ai pas choisis [...], que je vous salue si la révolte vient et gronde... »

Avec son regard parfois nostalgique, il peint notre « siècle perdu » où tant d'humains ne rêvent même plus à un meilleur avenir, où « les utopies sont en cabane ». Il nous invite au souvenir d'une époque où « le cortège était si

long... » quand « on chantait une chanson Tous ensemble, à contre vent... ». Il s'insurge contre cette « république de la révolution », qui prend si peu soin des hommes et des femmes de ce pays, privilégiant « la danse de l'argent ».

Se tournant vers le passé, ce fils d'exilés espagnols salue « ce nuage espagnol » de la Nueve, les premiers soldats à entrer dans Paris, le 24 août 1944, pour libérer la ville du joug nazi, soulignant que certains portaient en eux « un drapeau noir, un peu carmin ».

Dans le présent, « il faut pourtant vivre » et construire. Serge Utgé-Royo aimerait que les jeunes l'entendent quand il les interpelle ainsi : « Invitez vos anciens, s'ils respectent vos voix [...]. Soyez notre avenir, nous étions le présent... »

Cet album est riche de la diversité des portraits des humains que nous y croisons, selon les couleurs ironiques ou empathiques de l'auteur. Dans ces chants poétiques, nous partageons, presque en intimité, ses peurs, ses émotions, sa force et sa fragilité d'être humain.

**Agnès Pavlowsky**

*Groupe Claaaaaash  
de la Fédération anarchiste*

Serge Utgé-Royo sera en concert à l'Européen dimanche 18 novembre à 18 heures et lundi 19 novembre à 20 heures. Réservation au 01 43 52 20 40.

Serge Utgé-Royo sera à la Librairie du Monde libertaire le samedi 13 octobre à 16h30.

Juste avant, ce même jour, vous pourrez l'entendre sur Radio libertaire dans l'émission *Chroniques rebelles* à 13h30.

Vous pourrez aussi l'écouter sur Radio libertaire, le jeudi 18 octobre de 19h30 à 20h30 dans l'émission *Lumières noires*.

Il sera aussi le dimanche 4 novembre de 15h30 à 17 heures dans l'émission *Chants/Contrechamps* et le 13 novembre à 19h30 dans l'émission *Paroles d'association*.

## Espoirs basques

**DANS CERTAINS CONFLITS** (contre les nazis et quelques autres), il n'est pas d'autre solution que la victoire. Dans beaucoup d'autres conflits armés, dont la connotation politique est flagrante, il en va tout autrement. Tel était le cas du conflit irlandais. Tel est le cas du conflit qui oppose, depuis 1975, ETA à l'État espagnol.

Pour l'heure, un processus de paix est engagé depuis plus d'un an et il est important de réfléchir à son développement pour le faire aboutir au plus vite : la paix et la résolution du conflit au seul niveau politique et social.

Ce livre est un outil indispensable à toute réflexion allant dans ce sens. Il est tout d'intelligence, de complexité, de subtilité et de pragmatisme.

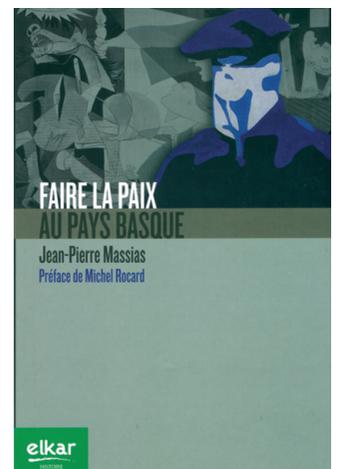
Son auteur, Jean-Pierre Massias, est professeur de droit public à la faculté de Bayonne. Il est expert indépendant à la commission démocratie par le droit du Conseil de l'Europe et auprès d'autres organisations internationales. Il est spécialisé dans les transitions démocratiques et dans les sorties de crise ; il travaille, depuis 2006, sur le conflit basque.

Pour connaître un peu la situation passée et présente au Pays basque et les souffrances qu'elle génère de part et d'autre, je pense qu'il convient de tout faire pour encourager l'espoir qui vient de naître. La route sera sûrement encore longue. Merci à ce livre à la portée universelle de nous laisser entrevoir quelques raccourcis.

**Jean-Marc Raynaud**

Jean-Pierre Massias, *Faire la paix au Pays basque*, Édition Elkar, 96 pages, 12,50 euros.

En vente à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port.



# Le Théâtre champêtre libertaire

Une fin de semaine consacrée au spectacle au château de Ligoure, côté cour et côté jardin.



**LE CIRA** (Centre international de recherche sur l'anarchisme) du Limousin avait, cette année, choisi d'aborder le théâtre libertaire et de faire découvrir l'actualité de la création dans ce domaine, le temps d'un week-end, les 22 et 23 septembre dernier, au château associatif de Ligoure, près de Limoges. Camus, Armand Robin et Marius Jacob étaient au programme.

Deux compagnies étaient présentes pour donner quatre représentations (20 euros les quatre spectacles, ou 10 euros à l'unité).

Dès le samedi après-midi, le public a pu assister dans une des salles du château à une première pièce jouée par la compagnie parisienne La Balancelle consacrée au travailleur de la nuit bien connu des libertaires: Alexandre Marius Jacob.

Elle sera suivie, toujours avec La Balancelle, par une autre représentation, cette fois consacrée à l'anarchiste Armand Robin, fort apprécié par celles et ceux qui s'intéressent à la traduction ou tout simplement à la vie de cet écorché vif. Durant plus d'une heure, le comédien, seul sur scène, a réalisé une performance en faisant revivre les déchirements de ce libertaire breton qui parlait plus d'une vingtaine de langues et qui, lorsqu'il ne traduisait pas les poètes du monde, rédigeait des rapports d'écoute radio.

Dans la véranda et dans l'une des salles du château, des stands de livres neufs ou anciens étaient proposés. Un repas complet, végétarien, végétalien ou carné, à prix libre, attendait les spectateurs dans l'ancienne cuisine monumentale transformée en réfectoire pour un moment d'échange convivial et animé. Ceux qui étaient venus de loin avaient la possibilité de loger pour un prix très modique dans le château, ou de camper dans le magnifique parc.

Le Trac (Théâtre rural d'animation culturelle) de Beaumes-de-Venise, qui avait fait le déplacement depuis le Vaucluse avec leur troupe de 27 personnes, a pris le relais en soirée et en extérieur du château avec la pièce d'Albert Camus *L'État de siège*. Cette remarquable réflexion sur le pouvoir était servie par une superbe mise en scène de Vincent Siano.

Le dimanche après-midi, le Trac a offert aux spectateurs une autre pièce d'Albert Camus, écrite en 1935 à l'âge de 22 ans, *Révolte dans les Asturies*. Elle relate le soulèvement des mineurs espagnols en octobre 1934 et l'impitoyable répression qui s'en est suivie, orchestrée par l'armée au service de la république bourgeoise.

À noter qu'à l'époque cette pièce de Camus fut interdite par le maire d'Alger, bien conscient du défi aux autorités que distille

cette œuvre. Le plus étonnant est que, par la suite, elle ne fut jamais jouée. Le Trac l'a donc mise à son répertoire en essayant de retrouver l'esprit originel du Théâtre du travail.

Défi relevé et ô combien intense et émouvant, devant un public un peu trop clairsemé mais qui a apprécié pleinement toutes ces représentations qu'on ne peut regarder sans songer à l'actualité sociale.

Ce week-end consacré au théâtre restera un moment fort pour tous ceux et celles qui ont pu y assister.

Le Cira du Limousin cherche toujours à acquérir un local pour stocker ses archives.

Vous pouvez le soutenir en envoyant un chèque d'adhésion à l'adresse suivante: Cira Limousin, 58, rue Chinchauvaud, 87100 Limoges. Ou en commandant des bouteilles de vin de la nouvelle cuvée «Élisée 2009» (Grave de Vayres, 54 euros la caisse de six bouteilles).

Éric B. C.

Site: [ciralimousin.ficedl.info/](http://ciralimousin.ficedl.info/)

Mail: [cira.limousin@free.fr](mailto:cira.limousin@free.fr) cira.limousin@free.fr



## Riri conte

**Un beau livre en papier fort pour les doigts des petits enfants avec une histoire qui sonne vrai et des illustrations délicates. Le tout réalisé par notre talen-tueuse Riri.**

**Cette belle bête est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 6,60 euros.**



### Jeudi 11 octobre

**Chronique hebdo (10 heures)** Commentaires anarchistes de l'actualité. Invités : Jean-Noël Cuenod pour son dernier ouvrage *Le Goût du temps* (recueil de poèmes en forme de haïkus) aux éditions Samizdat et Bernard Thomas-Roudeix pour le mouvement artistique La peau de l'ours.

### Vendredi 12 octobre

**Les oreilles libres (14 h 30)** Autour d'Arthur Rimbaud à l'occasion de la sortie de l'album *Rimbaud* de John Zorn, nous écouterons des compositeurs, chanteurs et comédiens aussi divers que John Zorn, Benjamin Britten, Hanns Eisler, Rudolf Escher, Michael Nyman, Gilbert Amy, Hector Zazou, Léo Ferré, Colette Magny, Serge Reggiani, Dick Annegarn, Robert Charlebois, Ute Lemper, Philippe Léotard, Fabrice Lucchini, etc.

### Samedi 13 octobre

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).**

**Chronique syndicale (11 h 30).**

**Chroniques rebelles (13 h 30).**

### Dimanche 14 octobre

**Tempête sur les planches (14 heures)** Nicolas Lambert reprend *Une fission française*, sa pièce documentaire sur l'industrie nucléaire comme poison pour la démocratie. Le 19 octobre à Pantin, le 30 octobre à Clermont-Ferrand. Écoutez l'interview dans cette *Tempête*.

**Restons éveillés ! (00 h 00)** Libre antenne.

### Lundi 15 octobre

**Les Enfants de Cayenne (9 heures)** avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

**Lundi matin (11 heures)** Infos et revue de presse.

**Trous noirs (16 heures)** Le festival Alter'Natif présente des films réalisés par des Amérindiens avec Sophie Gergaud, animatrice de l'association De la plume à l'écran et des réalisateurs.

**La Santé dans tous ses états (18 heures)** Le sociologue Philippe Bataille viendra le 15 octobre nous parler de son livre *À la vie à la mort : euthanasie, le grand malentendu* (édition Autrement).

### Mardi 16 octobre

**Artracaille (11 heures)** Artracaille fait ripaille sur le thème : Les artistes oubliés (2).

**Voix de l'anarchisme international (14 h 30)** Saint-Imier Argentine : Maribel, de la FLA nous parle de l'École libertaire de Buenos Aires.

**Pas de quartiers (18 heures)** L'équipe du groupe Louise-Michel reçoit Guillaume Lecointre de retour d'Antarctique pour ausculter les petits poissons et constater les dégâts occasionnés par le réchauffement climatique au large de terre Adélie. Tous à vos transistors photovoltaïques !

**Paroles d'associations (19 h 30)** Fred Alpi vient nous présenter de nouvelles chansons. Un scoop sur Radio libertaire!

### Mercredi 17 octobre

**Blues en liberté (10 h 30)** Émission musicale blues. Nouveautés, rééditions, tournées (!).

**Ras les murs (20 h 30)** Émission d'informations et d'analyses sur la situation actuelle de la prison et de la justice, avec lecture du courrier des prisonniers.



## À partir du 21 septembre

### Paris VIII<sup>e</sup>

Anne van der Linden est la vedette d'une expo de peintures intitulée *Amour vache*. Galerie Les singuliers, 138, bd Haussmann.

## Jusqu'au 13 octobre

### Paris I<sup>er</sup>

Exposition : John Cage, un hommage à ce poète, peintre, ramasseur de champignons... Médiathèque musicale de Paris. Forum des halles. 8, porte Saint-Eustache. M<sup>o</sup>: Les Halles. Entrée libre. (Jeudi 27 septembre à 18h30, hommage à John Cage par l'Ensemble intercontemporain.)

## Jusqu'au 31 octobre...

### Paris V<sup>e</sup>

Exposition : Meckert-Amila, de la Blanche à la Série noire. Jean Meckert est l'une des figures majeures du roman noir français. Du mardi au vendredi : 14 heures-18 heures, le samedi : 10 heures-17 heures. Bilipo, 48, rue Cardinal-Lemoine. RER B, stations Saint-Michel et Luxembourg. Entrée libre.

## Jeudi 11 octobre

### Paris II<sup>e</sup>

19 heures. Anonymous, pirates informatiques ou « indignés » du web ? Rencontre avec Frédéric Bardeau et Nicolas Danet, auteurs de *Anonymous, pirates informatiques ou altermondialistes numériques ?* (Éd. Fyp, 2011). Bibliothèque Charlotte Delbo, 2, passage des Petits-Pères. Métro Bourse, Palais-Royal. Entrée libre.

### Paris XII<sup>e</sup>

18h30. Conférence de Benjamin Stora, Mémoires algériennes. Cité nationale de l'histoire de l'immigration (ex-musée des Colonies). Palais de la Porte-Dorée, 293, avenue Daumesnil. Métro Porte-Dorée. Entrée libre.

## Vendredi 12 octobre

### Paris XI<sup>e</sup>

19h30. Les soirées lecture de la librairie du Monde libertaire. Nicolas, simple lecteur, viendra nous présenter ce bouquin qu'il a lu et aimé : *la Pensée de Malatesta*, textes réunis et présentés par Gaetano Manfredonia (éditions Collection anarchiste). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

## Samedi 13 octobre

### Marseille (13)

17 heures. Désobéir à la loi : au nom de quoi ? Pour quels résultats ? Causerie avec Jean-Jacques Gandini (avocat) et Annick Stevens (philosophe). Au Cira, 50, rue Consolat. Entrée libre.

### Beauvais (60)

Journée autour de l'immigration avec Solidarité Migrants à L'Ouvre-Boîte. Programme de la journée : 15h30, *les Amoureux aux bancs publics*, film de Nicolas Fernan ; à 17 heures, débat « Immigration : demande d'asile » ; à 19 heures, pot de l'amitié et restauration. Et, à 20h30, spectacle *Parole de mutins*, par la compagnie Jolie Môme. Tarif unique : 10 euros. contact : solidaritemigrantsoise@orange.fr scalp60@free.fr.

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Avec l'ami Serge Utgé-Royo pour fêter la sortie de son nouveau disque : *le Présent têtue*...Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

### Paris XVIII<sup>e</sup>

17 heures. Le blues, de l'esclavage au guitar-hero. Une histoire racontée du point de vue des opprimés à travers extraits vidéos, diaporamas et courts récits mêlés au vaste répertoire du blues interprété par Hervé Krief et ses musiciens. Bibliothèque Clignancourt. M<sup>o</sup> Jules-Joffrin.

## Samedi 13 octobre

### Lyon (69)

15 heures. *Auriez-vous crié « Heil Hitler » ? Résistances et soumission*

*au nazisme*. Rencontre-débat avec François Roux. 18 h 30. Pot de rentrée de la librairie. Librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe. Téléphone/ fax : 04 78 61 02 25. Site lagryffe.net

## Dimanche 14 octobre

### Saint-Génies-de-Malgoirès (30)

Fête des paysans de la Confédération paysanne du Gard de 9 heures à 20 heures.

## Mardi 16 octobre

### Saint-Denis (93)

19 heures. Cycle : L'Europe qui nous dirige. Deuxième rencontre/discussion : Comment les socialistes français relancent l'Europe. Intervention de Bertrand Rothé. La Dionysité, (dionysite.org). Bourse du travail, rue Bobby-Sand, M<sup>o</sup> Porte-de-Paris.

## Jeudi 18 octobre

### Paris XII<sup>e</sup>

19h30. Trafics de femmes en Europe. Projection, en présence de la réalisatrice, Pascaline Simar, du court métrage *Dérobées*. Maison des associations 181, avenue Daumesnil. Métro Daumesnil ou Montgallet.

## Vendredi 19 octobre

### Saint-Brieuc (22)

Dans le cadre du festival Littérature et Engagement, du 12 au 20 octobre, ayant pour thème cette année « Regardez-moi ce travail ! ». Vendredi à 20h30 : rencontre avec Jean-Pierre Levaray à la Médiathèque de Ploufragan (agglomération de Saint-Brieuc). Et le samedi, à 15 heures : table ronde avec Jean-Pierre Levaray sur le thème « Le travail c'est pas drôle ? ». Même lieu.

### Vannes (56)

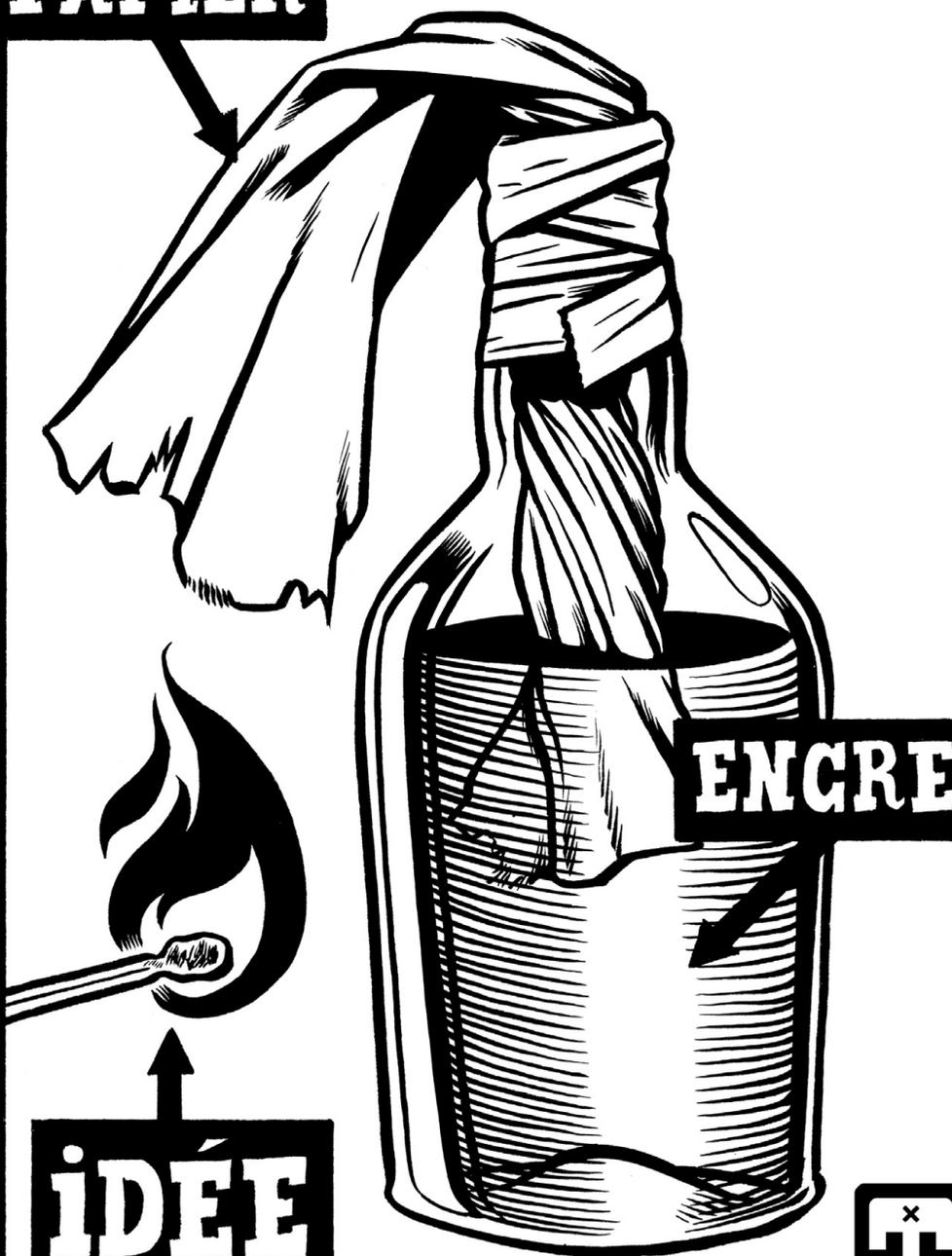
20h30. Projection et débat autour du film *De la servitude moderne* de J.-F. Brient, qui analyse la société actuelle. Palais des arts (théâtre Anne-de-Bretagne). Organisé par le groupe libertaire Lochu et la Fédération anarchiste de Vannes. Entrée libre.

L'AUTODIDACTE • ASSO CHIFOUMI • AFFICHE MOILKAN

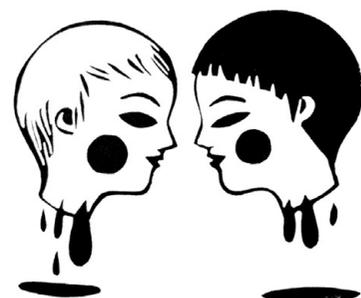
**RENCONTRE & GRAVURE** AVEC

# TANXXX

**PAPIER**



**ET LES COPAINS  
LINOgraveurs  
TYPOGRAPHES**



**AFFICHE MOILKAN**

DANS LE CADRE DE

**CE QUI NOUS LIE**

LITTÉRATURE DESSINÉE ET NARRATION SÉQUENTIELLE EN 2012

**MERCREDI  
17 OCT  
15/18H**

# L'AUTODIDACTE

LIBRAIRE ASSOCIATIVE / 5 RUE MARULAZ / BESANCON

**MERCREDI 17 OCT 15/18H**